



---

OBSERVATOIRE RÉGIONAL  
DES EXPLOITATIONS FAMILIALES  
(OEF/ROPPA)

Suivi de la campagne ASPH 2017-2018

**OCTOBRE 2018**

# **RAPPORT 2017-2018**

de l'Observatoire  
régional des exploitations  
familiales du ROPPA

Résultats du suivi paysan de la campagne  
agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017-2018  
dans 13 pays en Afrique de l'Ouest

## ONT PARTICULIÈREMENT CONTRIBUÉ À LA PRODUCTION DE CE RAPPORT :

**Les 13 points focaux qui ont animé le processus  
de production des apports des plateformes :**

BENIN	PNOPPA	Jonas GBEFFO
BURKINA FASO	CPF	Obi Julienne OUATTARA
CÔTE D'IVOIRE	ANOPACI	Félix ANGOUA GETHEME
GAMBIE	NACOFAG	Seedy BENSOUDA
GHANA	FONG	Samuel ESSAH
GUINEE BISSAU	QNCOCPA	Julio CASSAMA
GUINEE	CNOPG	Lucien GNEKOYA
LIBERIA	FUN	Boima DARGO
MALI	CNOPM	Lamine COULIBALY
NIGER	PFPN	Adamou BAGNA
SENEGAL	CNCR	Yoro Idrissa THIOYE
SIERRA LEONE	NAFSL	Ibrahim KARGBO
TOGO	CTOP	Ougadja FIKOU

**Le noyau régional qui a assuré le suivi du processus  
au niveau national et régional :**

Ousseini OUEDRAOGO, Secrétaire Exécutif/ROPPA  
Mahamadou OUEDRAOGO, Chargé de programme Observatoire des EF/ROPPA  
André TIORO, Chargé de programmes/ROPPA  
Imelda AGONDANOU, Chargée de programmes/ROPPA  
Rostaing AKOHA, Responsable Suivi Evaluation/ROPPA  
Aurélien Alain Godefroy Ayi LAKOUSSAN, Coordonnateur du CRCOPR  
Fatimata KONE, Chargée de communication et de Gestion des connaissances/ROPPA

**Le secrétaire général chargé de l'OEF** qui a initié et animé le processus et en a assuré la responsabilité avec le Bureau Exécutif du ROPPA :

Nadjirou SALL, Secrétaire Général/ROPPA

**Les personnes ressources** qui ont accompagné le processus :

Loïc BARBEDETTE, Sociologue indépendant  
Papa Assane DIOP, Représentant SOS Faim Belgique au Sénégal

## AVEC L'APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER DE :



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



# **RAPPORT 2017-2018**

de l'Observatoire  
régional des exploitations  
familiales du ROPPA

**OCTOBRE 2018**

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

APESS	Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane
ANASA	Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires
ANSAT	Agence Nationale pour la Sécurité Alimentaire au Togo
ARAA	Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ARPASO	Association des Riziculteurs de la plaine aménagée de San Ouest
ASPH	Agro-Sylvo-Pastoral et Halieutique
CEDEAO	Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest
CNCR	Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
CNOP/ G	Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée
CNOP/ M	Confédération Nationale des Organisations Paysannes du Mali
COOPTAT	Coopérative des Transformateurs des Produits Agro-sylvo-pastoraux et halieutiques du Togo
CTOP	Confédération Togolaise des Organisations de Producteurs
CPF	Confédération Paysanne du Faso
EF	Exploitation Familiale
ESOP	Entreprises de Services et Organisation de Producteurs
OP	Organisation Paysanne
OEF	Observatoire des Exploitations Familiales
OPAM	Office des Produits Alimentaires du Mali
PFPN	Plateforme Paysanne du Niger
PNPR-M	Plateforme Nationale des Producteurs de Riz du Mali
RBM	Réseau Billital Maroobé
REPROMAT	Réseau des Promotrices Agroalimentaires du Togo
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b>	<b>6</b>
<b>Résumé introductif</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre I : Résultats globaux de la campagne agricole 2017/2018</b>	<b>10</b>
1. Production vivrière	12
2. Production animale	13
3. Production halieutique	14
4. Comparaisons sur 4 campagnes agricoles	15
<b>Chapitre II : Résultats détaillés de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique (ASPH) 2017/2018</b>	<b>23</b>
1. Pays de la bande sahélo-soudanienne (Niger, Burkina Faso, Mali)	24
2. Pays côtiers de la façade atlantique Ouest (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau)	34
3. Pays à dominante forestière (Guinée, Sierra Leone, Libéria)	40
4. Pays côtiers de la façade atlantique Sud (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin)	46
<b>Chapitre III : Stratégies opérées par les EF et initiatives des OP au cours de la campagne ASPH 2017/2018</b>	<b>55</b>
1. Stratégies développées par les exploitations familiales	56
2. Initiatives développées par les Organisations Paysannes	59
<b>Chapitre IV : Principales conclusions sur la campagne agricole 2017/2018 et interpellations des OP en direction des décideurs</b>	<b>64</b>

# PRÉFACE

Les organisations paysannes et de producteurs ont la double vocation d'appuyer directement leurs membres en développant des services (OP de base et OP faïtières), et de défendre leurs intérêts dans le cadre des politiques publiques qui impactent leurs conditions de vie et de travail (OP faïtières, plateformes nationales, réseaux régionaux). Pour être efficaces dans ces différentes fonctions, les OP membres du ROPPA ont cherché à se doter d'outils et d'instruments appropriés. L'Observatoire des exploitations familiales du ROPPA (OEF) entre dans cette perspective. Sa finalité est de contribuer à produire et diffuser des connaissances paysannes sur les dynamiques des exploitations familiales afin d'adapter les services et appuis en leur direction, et les politiques aux différents niveaux.

Après un premier rapport de l'OEF sorti en 2017 sur les dynamiques des exploitations familiales au cours des campagnes agricoles 2014/2015

et 2015/2016, **les appuis-conseils paysans, les politiques publiques, et les pratiques de suivi des OP**, ce second rapport met l'accent sur le suivi des campagnes agricoles 2016/2017 et 2017/2018, avec des regards sur le rétroviseur (rapport OEF 2017) pour donner une vue des tendances sur 4 campagnes agricoles. L'un des premiers défis de l'OEF du ROPPA est la continuité de la production de connaissances paysannes.

La campagne agricole est en effet le calendrier réel qui rythme les cycles des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques (ASPH). Pour le ROPPA et ses membres, le suivi des différentes phases d'une campagne agricole permet de croiser les évolutions des performances ASPH des exploitations familiales avec les actions des politiques pour juger de leur efficacité et de leur cohérence.

Ce document est le fruit de l'engagement de tous les membres de

notre réseau. C'est pour quoi, je tiens personnellement à remercier les 13 plateformes paysannes nationales membres du réseau qui ont fortement contribué à cette production par leurs apports et par leur engagement illustré par le respect de la planification. Je remercie particulièrement les 13 points focaux des plateformes qui ont conduit les processus dans leurs pays respectifs.

Mes remerciements vont également au Conseil d'Administration, au Bureau Exécutif et au Secrétaire Général en charge du dossier de l'Observatoire pour le suivi assuré autour de la question de la mise en œuvre de l'OEF, ainsi qu'au Secrétariat Exécutif pour sa réactivité et son engagement continu tout au long du processus.

Je ne puis oublier dans mes remerciements les partenaires techniques et financiers, et les personnes ressources qui n'ont ménagé aucun effort et dont les apports ont été à la hauteur de nos attentes.

Mes remerciements vont aussi à l'endroit des réseaux d'organisations paysannes partenaires (APESS, RBM, CORET) avec lesquels nous cheminons.

Enfin, je remercie d'avance les lecteurs de ce deuxième rapport pour les contributions qu'ils pourront apporter pour aider le ROPPA à consolider et améliorer cet observatoire paysan des exploitations familiales ouest-africaines en fidélité avec ce que nous appelons les «fondamentaux du mouvement paysan» : placer le paysan au cœur de tout ce que nous portons et construire ensemble.

Puissent les résultats de ce travail et vos apports aider au renforcement des exploitations familiales pour que demain il y ait toujours des paysans fiers de l'être, qui continuent de nourrir convenablement les populations de notre région en vivant dignement de leur métier.

**Djibo BAGNA**

*PCA ROPPA*

## RÉSUMÉ INTRODUCTIF

Comme le premier, ce second rapport de l'OEF procède d'un regroupement géographique empirique des 13 pays concernés en 4 ensembles qui ont des caractéristiques naturelles ou sociopolitiques communes :

- 3 pays de la bande sahélo-soudanienne (Niger, Burkina Faso, Mali)
- 3 pays côtiers de la façade atlantique Ouest (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau)
- 3 pays côtiers à dominante forestière (Guinée, Sierra Leone, Libéria)
- 4 pays côtiers de la façade atlantique Sud (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin)

Les résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique (ASPH) 2017/2018 confirment des tendances observables sur 4 campagnes ASPH successives :

- de mauvais résultats et tendances dans les 3 pays de la bande sahélo-soudanienne (Burkina Faso, Mali, Niger) et 2/3 des pays à dominante forestière (Guinée, Sierra Leone). Ces pays peinent à se maintenir sur une dynamique de croissance des productions ASPH, et restent sur une situation alimentaire précaire. Ils ont connu un déficit céréalier et fourrager pendant la campagne agricole 2017/2018, alors que les performances des précédentes campagnes ASPH jugées bonnes dans leur contexte garantissaient à peine une sécurité alimentaire acceptable ;
- et à l'opposé, de bons résultats et tendances dans les 7 pays côtiers des façades atlantiques Ouest (Gambie, Guinée Bissau, Sénégal dans une moindre mesure) et Sud (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo). Ces pays enchaînent 2 bonnes campagnes agricoles : 2016/2017 et 2017/2018. En ce qui concerne les pays de la façade Sud, des disponibilités cérésières et fourragères sont acceptables, même en situation de mauvaise campagne agricole comme 2015/2016.

Dans les 2 cas, les observations paysannes indiquent que la pêche continentale se porte mal (stagnation ou baisse des prises) alors que la pêche maritime fait l'objet d'accords de partenariat souvent décriés par les acteurs locaux.

Ces résultats et tendances présagent d'une période de soudure sévère pour les premiers pays cités, et d'une situation alimentaire satisfaisante, voire maîtrisée pour les seconds. Les conditions climatiques et sociales (épidémie, terrorisme) font la différence et sont les 2 facteurs qui plombent les résultats des pays sahéliens et forestiers. Et ce depuis plusieurs années, sans que les politiques et programmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques soient vraiment différenciés pour prendre en compte les avantages et contraintes spécifiques des uns et des autres.

Le présent rapport est présenté en 4 chapitres :

- Le 1<sup>er</sup> chapitre présente les résultats globaux de la campagne ASPH 2017/2018, avec un focus sur les productions vivrières, animales et halieutiques, et une analyse des tendances sur 4 campagnes agricoles ;
- Le 2<sup>ème</sup> chapitre fait une analyse détaillée des résultats de la campagne ASPH par groupe de pays, en reprenant le même regroupement que dans le premier rapport OEF 2017 ; les facteurs critiques qui ont influencé ces résultats y sont abordés ;
- Le 3<sup>ème</sup> chapitre présente les stratégies opérées par les EF et les initiatives des OP pour les accompagner (services développés, plaidoyers menés) ;
- Enfin le 4<sup>ème</sup> et dernier chapitre présente les recommandations des OP à la lumière des principales conclusions du suivi de la campagne ASPH.



# CHAPITRE 1 : RÉSULTATS GLOBAUX DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2017 - 2018

*Les 13 plateformes paysannes nationales membres du ROPPA donnent leur appréciation des résultats de la campagne ASPH 2017/2018 en comparant les productions végétales (en particulier vivrières), animales et halieutiques avec celles de la précédente campagne. Le suivi des tendances sur 4 campagnes ASPH successives donne une idée de la fragilité ou de la solidité de la situation alimentaire dans les différents pays.*



## 1. Production vivrière

La région ouest-africaine est à dominance consommatrice de céréales sèches (riz, maïs, mil, sorgho, fonio). Plusieurs études indiquent qu'une grande variation de la disponibilité de ces spéculations affecte l'alimentation dans la région.

La campagne agricole 2017/2018 a été marquée globalement par une **baisse de la production vivrière dans 5/13 pays** : on note une baisse des productions et un déficit céréalier dans les pays de la bande sahélienne (Niger, Burkina Faso et Mali) et dans deux pays de la bande forestière (Guinée et Sierra Leone). Elle est marquée par une **hausse des productions vivrières dans les 7 pays côtiers de l'océan atlantique** (Côte d'Ivoire, Togo, Ghana, Bénin au Sud, Gambie, Guinée et Sénégal à l'Ouest).

La situation de la production vivrière au cours de la campagne 2017/2018 présage finalement d'une situation de sécurité alimentaire relativement bonne avec des crises qui peuvent subvenir dans la zone sahélienne et vers les pays qui ne se sont pas encore tout à fait relevés des crises et sinistres (fièvre Ébola en Guinée et en Sierra Leone).

Globalement, malgré le déficit céréalier noté dans 5/13 pays, les projections sur la période de soudure indiquent que les zones excédentaires (8/13 pays) pourront satisfaire à la demande intra régionale en céréales. Des actions de plusieurs institutions régionales (ARAA, PAM) ont été développées pour constituer des stocks de sécurité alimentaire en cas de situation critique dans la région.

Des stratégies sont également envisagées par les exploitations familiales pour passer la période de soudure et préparer la saison agricole 2018/2019 (diversification des activités, production de cultures de contre-saison par endroit...).



## 2. Production animale

Une des limites de ce rapport est qu'il ne fournit les données sur les productions animales que pour quelques pays (Mali, Burkina Faso, Bénin). Les plateformes ont pour l'essentiel donné une appréciation des conditions de l'activité, principalement la disponibilité de fourrage naturel et de points d'eau, et la maîtrise des épizooties. Les données sur les excédents ou déficits laitiers ou de viande ne sont pas fournies.

Lors de la campagne agricole 2017/2018, la mauvaise répartition et l'insuffisance des pluies ont induit un **déficit fourrager important dans 3/3 pays de la zone sahélienne (Niger, Burkina Faso et Mali) et dans 2/3 pays de la bande forestière (Guinée et Sierra Leone)**. Au Sahel, cette situation de soudure alimentaire pour le bétail a entraîné des ventes d'urgence à très bas prix, pour acquérir des compléments alimentaires (chers à cette période-là) et limiter la mortalité du stock animal.

**Les pays côtiers à l'océan atlantique ont annoncé une bonne disponibilité de fourrage.** Ils évoquent cependant la **recrudescence des conflits agriculteurs/éleveurs** accentués par le fait que la zone accueille de plus en plus les transhumants venus des zones sèches.



© Anne Mimault / Sesame pictures

### 3. Production halieutique

Il ressort de l'observation paysanne dans 6 pays (Niger, Mali, Guinée, Ghana, Bénin, Burkina Faso) que la campagne de pêche a été jugée mauvaise. Dans 7 autres pays suivis (Sénégal, Togo, Gambie, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Libéria), il a été noté une bonne campagne de pêche.

Globalement, la campagne halieutique de 2017/2018 a été moins fructueuse et moins importante en termes de prises par rapport à celle de l'année précédente au niveau de la pêche continentale, et satisfaisante pour la pêche maritime.

La situation d'insatisfaction soulevée par les exploitations familiales dans le secteur de la pêche continentale tient de la baisse précoce des niveaux d'eau et de la rareté des poissons à cause des effets combinés des mauvaises pratiques de pêche et du changement climatique. Tandis qu'en ce qui concerne la pêche maritime, les acteurs des filières locales sont toujours insatisfaits des accords de pêche signés avec les États européens et asiatiques.

## 4. Comparaison sur 4 campagnes agricoles

### 4.1. Mauvais résultats et tendances dans les pays du Sahel et à dominante forestière

5 des 6 pays de la bande sahélo-soudanienne (Burkina Faso, Mali, Niger) et à dominante forestière (Guinée, Libéria, Sierra Leone) ont connu une mauvaise campagne agricole en 2017. Un regard dans la durée, des tendances des résultats des campagnes agricoles d'une année à une autre dans ces pays, fait ressortir le caractère irrégulier, instable et fragile de ces tendances en dents de scie, et qui ne procurent pas de sécurité alimentaire durable aux populations.

**Tableau 1 : Variabilité des résultats de campagne d'une année à une autre dans les pays de la bande sahélo-soudanienne**

CAMPAGNES AGRICOLES	Pays de la bande sahélo-soudanienne		
	NIGER	BURKINA FASO	MALI
<b>Rappel campagne 2014/2015</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	Mauvaise campagne agricole > <b>Situation alimentaire déficitaire</b>	Assez bons résultats : Légère baisse des productions céréalières par rapport à la campagne 2013/14 ; mais hausse de 7% par rapport à la moyenne quinquennale > <b>Situation alimentaire fragile</b>	Bonne campagne agricole Hausse céréales 22% et coton 24% > <b>Excédent céréalier</b>
<b>Rappel campagne 2015/2016</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	Meilleure campagne agricole Excédent de céréales mais élevage affecté par un déficit fourrage > <b>Situation alimentaire améliorée</b>	Moins bonne campagne agricole Baisse de la production de céréales et culture de rente > <b>Incidence sur la situation alimentaire réduite</b> grâce à la subvention des prix de céréales et aux produits de la cueillette	Bonne campagne agricole Hausse des productions céréalières et animales > <b>Situation alimentaire satisfaisante</b> , sauf dans les zones inondées ou touchées par insécurité
<b>Campagne 2016/2017</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs	<b>Mauvaise campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>insécurité due aux terroristes</li> <li>mauvaise pluviométrie, malgré qlq épisodes sèches et inondations ;</li> <li>retard dans la mise à dispositions d'intrants</li> <li>faible appui conseil Etat</li> <li>réduction des espaces cultivables</li> <li>bilan fourrage déficitaire (12 235 881 TMS)</li> </ul> > <b>Insécurité alimentaire</b>	<b>Campagne moyenne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie</li> <li>bonne disponibilité fourragère</li> <li>insécurité due aux terroristes</li> <li>appuis intrants (5 200 t semences, 23 000 t d'engrais)</li> <li>faible appui conseil des services techniques de l'Etat</li> </ul> > <b>Situation alimentaire acceptable</b>	<b>Campagne moyenne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne pluviométrie mais mauvaise répartition spatio-temporelle, inondations, etc.</li> <li>Insécurité (zone sahélienne)</li> <li>Subvention d'engrais et aliments pour bétail</li> </ul> > <b>Situation alimentaire acceptable</b>

CAMPAGNES AGRICOLES	Pays de la bande sahélo-soudanienne		
	NIGER	BURKINA FASO	MALI
<p><b>Campagne 2017/2018</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs</p>	<p><b>Mauvaise campagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pluviométrie déficitaire et inondations</li> <li>• mauvaise disponibilité du pâturage (Déficit fourrage global de l'ordre de - 10 940 993 TMS.)</li> <li>• mauvaise campagne de pêche</li> <li>• (insuffisance de prises de poisson, épidémie tilapia)</li> <li>• insécurité liée au terrorisme</li> <li>• recul des interventions de l'Etat (intrants)</li> </ul> <p>&gt; <b>Insécurité alimentaire</b></p>	<p><b>Mauvaise campagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bonne pluviométrie mais mauvaise répartition spatio- temporelle (9 à 20J de poches de sécheresse)</li> <li>• Insuffisance de la production fourragère</li> <li>• Attaques de chenilles légionnaires dans les 13 régions du pays (superficie 58 324,46 ha infestée).</li> <li>• Insécurité liée au terrorisme</li> <li>• Indisponibilité et/ou difficultés d'accès aux des intrants</li> </ul> <p>&gt; <b>Insécurité alimentaire</b> (+ de 2 millions personnes affectées, 22 provinces sur 45)</p>	<p><b>Mauvaise campagne</b></p> <p>Mauvaise pluviométrie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mauvaise pluviométrie</li> <li>• mauvaise disponibilité du pâturage</li> <li>• mauvaise campagne de pêche (déficits hydriques,)</li> <li>• Insécurité liée au terrorisme (vols de bétail, destruction de motopompes).</li> <li>• insuffisance de la quantité d'engrais subventionné soit (25% des besoins exprimés en engrais)</li> </ul> <p>&gt; <b>Insécurité alimentaire</b> La région Sikasso considérée comme le grenier du Mali a connu un gros déficit céréalier</p>

Le Niger connaît ainsi 2 mauvaises campagnes agricoles de suite, et 3 mauvaises sur les 4 dernières campagnes agricoles. On pourrait relever une sorte d'exception pour le Mali qui a connu précédemment 3 « bonnes campagnes agricoles » avant celle de 2017/2018. Mais il s'avère que sur les 4 années de suivi, la situation du Mali s'est dégradé, passant d'une situation d'excédents céréaliers en 2014/2015, à une « situation alimentaire satisfaisante » en 2015/2016, puis à une « situation alimentaire acceptable » en 2016/2017, avant de tomber en « insécurité alimentaire » en 2017/2018. Ces 3 pays de la bande sahélienne subissent les effets négatifs du climat et de la montée du terrorisme dans la région.

Les efforts fournis par les pays à dominante forestière (Libéria, Sierra Leone, Guinée) dans le cadre de politiques de relance après l'épidémie de la fièvre Ebola ont permis d'enchaîner une moyenne et une bonne campagne agricole respectivement en 2015/2016 et en 2016/2017 ; mais seul le Libéria aura réussi consécutivement une 3<sup>ème</sup> campagne agricole en 2017/2018, les 2 autres pays étant rattrapés par d'autres types de facteurs, qui seront développés dans le prochain chapitre.

**Tableau 2 : Variabilité des résultats de campagne d'une année à une autre dans 2/3 des pays à dominante forestière**

CAMPAGNES AGRICOLES	Pays à dominante forestière (touchés par la fièvre Ebola)		
	GUINÉE	SIERRA LEONE	LIBÉRIA
<b>Rappel campagne 2014/2015</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	<b>Mauvaise campagne</b> Effets négatifs de l'épidémie Ebola avec fermeture des frontières et des marchés régionaux, confinement, etc. et impact négatif sur l'élevage et les cultures > <b>Insécurité alimentaire</b>	<b>Mauvaise campagne</b> Effets négatifs de l'épidémie Ebola sur les activités agricoles en phase de relance depuis la guerre civile > <b>Insécurité alimentaire</b>	<b>Mauvaise campagne</b> Effets négatifs de l'épidémie Ebola avec baisse de 8% de la production par rapport à 2013/2014 (-1,2% pour le riz) > <b>Insécurité alimentaire</b>
<b>Rappel campagne 2015/2016</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	<b>Meilleure campagne</b> Reprise des productions et des échanges > <b>Situation nutritionnelle précaire</b> , mais redescendue en dessous du seuil de «situation sérieuse»	<b>Meilleure campagne</b> Relance des productions (post Ebola) > <b>Situation non encore satisfaisante</b> , forte importation de denrées alimentaires	<b>Reprise moins évidente</b> que dans les 2 autres pays > <b>fortes incertitudes</b>

Pays à dominante forestière (touchés par la fièvre Ébola)			
CAMPAGNES AGRICOLES	GUINÉE	SIERRA LEONE	LIBÉRIA
<p><b>Campagne 2016/2017</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs</p>	<p><b>Assez bonne campagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne pluviométrie avec quelques inondations et sécheresses enregistrées (zone nord et sud)</li> <li>Appui de l'État en intrants (semences et engrais)</li> <li>Appui-conseil de l'État</li> <li>Quelques ennemis des cultures (chenilles légionnaires, mildiou sur la pomme de terre)</li> <li>Pression foncière (sociétés minières)</li> </ul> <p>&gt; <b>Sécurité alimentaire satisfaisante</b></p>	<p><b>Bonne campagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne pluviométrie dans toutes les régions</li> <li>Appui de l'État (semences certifiées, engrais, insecticides et pesticides)</li> <li>Attaques modérées sur le manioc</li> <li>Quelques conflits signalés entre éleveurs et agriculteurs</li> </ul> <p>&gt; <b>Sécurité alimentaire satisfaisante</b></p>	<p><b>Campagne moyenne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pluviométrie moyenne</li> <li>Attaques modérées</li> <li>Faible accès à l'élevage et à la pêche</li> <li>Sols fertiles</li> <li>Bonne production par rapport à l'année précédente</li> </ul> <p>&gt; <b>Sécurité alimentaire passable</b></p>
<p><b>Campagne 2017/2018</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs</p>	<p><b>Mauvaise campagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pluviométrie déficitaire et arrêts précoces des pluies</li> <li>Mauvaise disponibilité du pâturage</li> <li>Insuffisance/Inexistence d'aliments pour bétail</li> <li>Baisse des ressources halieutiques</li> <li>Attaques des ennemies des cultures (chenilles légionnaires, mildiou)</li> <li>Conflit entre communautés et sociétés minières en Basse Guinée</li> <li>Difficultés d'accès aux intrants et aux crédits</li> </ul> <p>&gt; <b>Situation alimentaire défavorable</b></p>	<p><b>Mauvaise campagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pluviométrie déficitaire</li> <li>Baisse des appuis publics : retard dans la mise en place des intrants</li> <li>Difficultés d'accès au crédit</li> <li>Demande de garanties élevées par les IMF</li> </ul> <p>&gt; <b>Situation alimentaire insatisfaisante</b></p>	<p><b>Bonne campagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bonne pluviométrie</li> <li>Bonne disponibilité du pâturage</li> <li>Disponibilité de stocks commerçants d'aliments pour bétail mais prix élevés</li> <li>Quasi-inexistence de stocks SPAI subventionnés par l'État</li> <li>Situation phytosanitaire globalement calme</li> </ul> <p>&gt; <b>Situation alimentaire satisfaisante</b></p>

## 4.2. Bons résultats et tendances dans les pays côtiers des bandes atlantiques Sud et Ouest

Les 7 pays concernés ont eu de bons résultats pour la campagne agricole 2017/2018. On note une bien plus nette stabilité au niveau des pays côtiers de la façade atlantique Sud (Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Ghana) capables d'enchaîner plusieurs bonnes campagnes agricoles : 2 années successives de bonnes campagnes agricoles en 2016 – 2017 et 2017 – 2018, et 3 bonnes campagnes agricoles sur les 4 dernières. Ces 4 ont une sécurité alimentaire plus stable, et même en mauvaise année, ils peuvent avoir des excédents vivriers (cas du Bénin en 2015 – 2016).

**Tableau 3 : Stabilité des résultats de campagne d'une année à une autre dans les pays côtiers de la façade atlantique Sud**

CAMPAGNES AGRICOLES	Pays côtiers de la façade atlantique Sud			
	CÔTE D'IVOIRE	GHANA	TOGO	BÉNIN
<b>Rappel campagne 2014/2015</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	<b>Bonne campagne</b> Bonne récolte en 2015 > <b>Tendance à une bonne disponibilité alimentaire</b>	<b>Bonne campagne</b> Bonne récolte en 2015 > <b>Tendance à une amélioration de la situation alimentaire</b>	<b>Bonne campagne</b> Hausse des productions sauf igname, patate douce et soja > <b>Insécurité alimentaire</b>	<b>Bonne campagne</b> Hausse des productions végétales sauf riz et sorgho - hausse de la production halieutique - stagnation de l'élevage > <b>Tendance autosuffisante des productions végétales</b> - besoins non couverts pour la pêche et l'élevage
<b>Rappel campagne 2015/2016</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	<b>Baisse des productions selon les OP (hausse selon l'État)</b> Les soutiens publics priorisent les cultures de rente > <b>Autosuffisance non assurée</b>	<b>Moins bonne campagne</b> Baisse par rapport aux précédentes campagnes > <b>Augmentation du prix des denrées alimentaires</b>	<b>Reprise moins évidente</b> que dans les 2 autres pays > <b>Sécurité alimentaire assurée, mais pas de hausse des réserves</b>	<b>Moins bonne campagne</b> Baisse des rendements et des productions des principales grandes cultures y compris vivrières > <b>Solde vivrier reste excédentaire pour maïs, igname, manioc</b>

Pays côtiers de la façade atlantique Sud				
CAMPAGNES AGRICOLES	CÔTE D'IVOIRE	GHANA	TOGO	BÉNIN
<b>Campagne 2016/2017</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs	<b>Campagne moyenne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pluviométrie moyenne</li> <li>Attaques de ravageurs dans certaines plantations et la grippe aviaire</li> <li>Faible disponibilité et utilisation des semences</li> <li>Difficultés d'accès au foncier</li> </ul> <b>&gt; Sécurité alimentaire passable</b>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>bonne pluviométrie</li> <li>faibles subventions de l'Etat</li> <li>moins d'appui conseil de l'Etat en vers les OP</li> <li>beaucoup d'utilisation de semences traditionnelles</li> <li>terres arables fertiles</li> <li>faible résultat de la pêche dans les zones côtières</li> </ul> <b>&gt; Situation alimentaire favorable</b>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>bonne pluviométrie et bonne répartition spatio-temporelle</li> <li>attaque chenille légionnaire maîtrisée</li> <li>faible appui conseil de l'Etat (Crédit campagne, vulgarisation des itinéraires,...)</li> <li>appui en intrants (23 678,650 T de NPK et 20 518,200 T d'urée)</li> <li>bonne disponibilité du fourrage et d'eau pour l'abreuvement des animaux</li> </ul> <b>&gt; Bonne situation alimentaire</b>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>bonne pluviométrie</li> <li>attaque chenille et saute-reaux très vite maîtrisées</li> <li>disponibilité des intrants coton acceptable, celle des intrants spécifiques des cultures vivrières est peu satisfaisante (-10%)</li> <li>faible accompagnement de l'Etat dans l'appui conseil.</li> </ul> <b>&gt; Bonne situation alimentaire</b>
<b>Campagne 2017/2018</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pluviométrie satisfaisante</li> <li>Campagne de pêche satisfaisante</li> <li>Soutien du gouvernement à travers la fourniture d'engrais</li> <li>Disponibilité du pâturage</li> </ul> <b>&gt; Situation alimentaire favorable</b>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>bonne pluviométrie avec des inondations</li> <li>baisse des ressources halieutiques (pêche illégale et le non-respect des frontières maritimes)</li> <li>attaques de légionnaire</li> </ul> <b>&gt; Situation alimentaire favorable</b>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>bonne pluviométrie malgré qlq poches de sécheresse (mars/mai)</li> <li>faible prise de pêche</li> <li>bonne gestion des attaques de chenilles</li> <li>insuffisance/inexistence d'aliments bétail</li> <li>difficultés d'accès aux intrants</li> <li>bonne disponibilité du pâturage</li> <li>bonne disponibilité de l'eau pour l'abreuvement du bétail</li> </ul> <b>&gt; Situation alimentaire satisfaisante</b>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pluviométrie satisfaisante</li> <li>Faible couverture des besoins en intrants exception faite de la production cotonnière</li> <li>Production animale satisfaisante</li> <li>Bonne campagne de pêche</li> <li>Baisse de la pêche continentale (cause ensablement) et augmentation de la pêche maritime</li> </ul> <b>&gt; Situation alimentaire satisfaisante</b>

Les pays côtiers de la façade atlantique Ouest (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau) sont entre les 2 situations : une forte variabilité pour le Sénégal du fait de sa proximité avec le groupe des pays du Sahel ; mais une bonne stabilité pour la Gambie et la Guinée-Bissau à l'image des pays de la façade atlantique Sud. Sur ces 4 dernières années, le Sénégal a alterné 1 bonne campagne sur 2. Alors que la Gambie et la Guinée-Bissau viennent d'enchaîner 3 bonnes campagnes agricoles.

**Tableau 4 : Stabilité des résultats de campagne d'une année à une autre dans 2/3 des pays côtiers de la façade atlantique Ouest**

CAMPAGNES AGRICOLES	Pays côtiers de la façade atlantique Ouest		
	SÉNÉGAL	GAMBIE	GUINÉE-BISSAU
<b>Rappel campagne 2014/2015</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	<b>Mauvaise campagne agricole</b> Résultats en baisse par rapport aux campagnes précédentes > <b>Situation alimentaire critique</b>	<b>Mauvaise campagne agricole</b> Production de céréales (y compris le riz) et d'arachide en baisse par rapport à la moyenne des 4 dernières années > <b>Situation alimentaire déficitaire</b>	<b>Mauvaise campagne agricole</b> (baisse des céréales) > <b>Situation alimentaire déficitaire</b>
<b>Rappel campagne 2015/2016</b> Appréciation faite par les paysans (cf. rapport OEF 2017)	<b>Meilleure campagne agricole</b> Augmentation des productions céréalières et animales > <b>Situation alimentaire améliorée</b>	<b>Meilleure campagne</b> Augmentation des rendements et des superficies > <b>Situation alimentaire satisfaisante</b>	<b>Meilleure campagne</b> Augmentation des rendements et des superficies > <b>Situation alimentaire difficile pour les plus pauvres</b>

Pays côtiers de la façade atlantique Ouest			
CAMPAGNES AGRICOLES	SÉNÉGAL		
	GAMBIE		
	GUINÉE BISSAU		
<b>Campagne 2016/2017</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs	<b>Mauvaise campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pluies tardives et arrêt précoce</li> <li>• Quelques attaques des ennemis des cultures</li> <li>• Problème de qualité et de disponibilité des intrants</li> <li>• Manque de pâturages</li> <li>• Absence d'appui-conseil par l'État</li> <li>• Agression foncière (urbanisation, exploitation minière)</li> <li>• Rétrécissement de l'espace pastoral (implantation de fermes privées, publiques)</li> </ul> <p>&gt; <b>Sécurité alimentaire non satisfaisante</b></p>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bonne pluviométrie</li> <li>• Salinisation signalée par endroit</li> <li>• Appui en intrants (semences, engrais)</li> <li>• Sol fertile (région North Bank River)</li> <li>• Faible résultat de la pêche dans les zones côtières</li> </ul> <p>&gt; <b>Situation alimentaire satisfaisante</b></p>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pluviométrie abondante avec un rythme régulier</li> <li>• Bonne répartition spatio-temporelle des pluies</li> <li>• Mise à disposition d'intrants aux producteurs par l'État (1.250t d'engrais, des semences améliorées et équipements agricoles)</li> <li>• bonne disponibilité du fourrage et d'eau pour l'abreuvement des animaux</li> </ul> <p>&gt; <b>Sécurité alimentaire satisfaisante</b></p>
<b>Campagne 2017/2018</b> Appréciation faite par les paysans et facteurs explicatifs	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pluviométrie satisfaisante</li> <li>• situation phytosanitaire globalement calme</li> <li>• bonne disponibilité du pâturage mais déficits de fourrages dans certaines localités (Liguere, Matam, Kanele et Poudor)</li> <li>• campagne halieutique moyenne</li> <li>• recul de facilitation de l'accès aux intrants et au crédit par l'Etat (5 500T de semences certifiées et 30 000 T d'engrais)</li> </ul> <p>&gt; <b>Situation alimentaire globalement favorable</b></p>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pluviométrie globalement satisfaisante (Inondations)</li> <li>• bonne campagne de pêche (Pêche artisanale capture annuelle entre 26 000 à 36 000 tonnes par an)</li> <li>• disponibilité satisfaisante du pâturage</li> <li>• difficultés d'accès au crédit</li> </ul> <p>&gt; <b>Situation alimentaire favorable dans l'ensemble</b></p>	<b>Bonne campagne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pluviométrie globalement satisfaisante (Inondations)</li> <li>• bonne campagne de pêche (Pêche artisanale capture annuelle entre 26 000 à 36 000 tonnes par an)</li> <li>• disponibilité satisfaisante du pâturage</li> <li>• difficultés d'accès au crédit</li> </ul> <p>&gt; <b>Situation alimentaire favorable dans l'ensemble</b></p>

Le chapitre suivant présente une analyse plus détaillée des résultats de la campagne agricole 2017/2018, en abordant les facteurs critiques qui ont influencé ces résultats cette année, et qui les ont influencés chaque année et chaque campagne agricole, imposant ainsi de la part des différents acteurs (EF, OP, États, CEDEAO, PTF), plus d'anticipation et plus d'engagements face aux mêmes facteurs (pluviométrie et effets climat, politiques publiques nationales, régionales et internationales, situations civile et sociale).

## **CHAPITRE II : RÉSULTATS DÉTAILLÉS DE LA CAMPAGNE AGRO-SYLVO-PASTORALE ET HALIEUTIQUE (ASPH) 2017/2018**

*Les résultats détaillés sont présentés par groupe de pays, et en distinguant les trois phases de la campagne ASPH :*

*1) la production, 2) la commercialisation/ transformation des produits, et 3) la soudure (qui correspond à la préparation de la campagne ASPH suivante), analysée à travers la disponibilité des stocks et les prix des denrées alimentaires sur les marchés.*



# 1. Pays de la bande sahélo-soudanienne (Niger, Burkina Faso, Mali)

Les résultats de la campagne ASPH 2017 – 2018 sont jugés mauvais d'une façon générale, avec un recul des productions céréalières, des productions animales impactées par le déficit fourrager, de faibles prises de pêche liées, entre autres, à l'assèchement précoce des mares et à la baisse du niveau des eaux. Dans ces conditions, les familles rurales les plus déficitaires se trouvent très tôt (à peine 3 mois après les récoltes) à devoir s'approvisionner sur les marchés, et à y être confrontés à des prix plus élevés à la même période que les précédentes années. Les organisations paysannes relèvent une période de soudure précoce et longue durant laquelle les stocks familiaux et communautaires se sont vidés, et où les seuls stocks disponibles essentiellement détenus par les commerçants ont connu des hausses importantes de prix malgré des efforts publics de stabilisation des prix des denrées au Burkina Faso par exemple. Au premier rang des facteurs qui ont favorisé cette situation, la faible pluviométrie ou sa mauvaise répartition et les questions liées à l'insécurité, qui ont plus d'incidences que les stratégies des exploitations familiales et les actions des États.

## 1.1. Résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

### Production vivrière

D'une manière générale, il ressort de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018 que la production vivrière a connu une baisse significative dans les trois pays de la bande sahélo-soudanienne, comparée à la campagne précédente :

**Au Niger**, on note un déficit céréalier au cours de la campagne sur la base de la disponibilité et la consommation en céréales locales (mil, sorgho, maïs, fonio, riz et blé). Sur les 12 384 villages agricoles, 3 867 (soit 31%) sont déclarés déficitaires à plus de 50% pour une population de 4 600 914 habitants. Les producteurs qui ont obtenu 300 bottes de mil l'année dernière se retrouvent cette année avec à peine 40 bottes. Certains paysans se plaignent de n'avoir rien récolté cette campagne-ci.

**Au Burkina Faso**, les statistiques nationales indiquent une baisse

de la production céréalière nationale de 11,03% par rapport à la dernière campagne. Cette baisse de la production céréalière, à travers les différentes spéculations, se présente comme suit : le mil -8,49%, le sorgho blanc -14,63%, le sorgho rouge -25,85%, -4,31% pour le maïs, -15,37% pour le riz et -7,93% pour le fonio.

**Au Mali**, il ressort un déficit de la production céréalière, notamment pour le mil -10,5%. La région de Sikasso, considérée comme le grenier du Mali, a enregistré un déficit céréalier notable.



**NIGER**  
31% des villages agricoles sont déclarés déficitaires

**BURKINA FASO**  
-11,03% de la production céréalière

**MALI**  
-10,5% de la production du mil

## Production animale

On relève que le déficit fourrager au cours de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018 dans les trois pays de la bande sahélo-soudanienne (Niger, Burkina Faso, Mali) a négativement impacté les productions animales.

**Au Niger**, il a été enregistré un déficit fourrager de 10 941 003 tonnes de matières sèches, soit 41% des besoins globaux du cheptel. Toutes les régions sont déficitaires avec des valeurs extrêmes à Tahoua (2 457 676 TMS), légères à Niamey (168 582 TMS), selon les statistiques nationales. Il ressort donc une situation pastorale qui reste très critique dans 69 communes pastorales et agro-pastorales identifiées par le dispositif officiel. Dans ces communes, le déficit est susceptible d'engendrer des effets négatifs au cours des mois précédents les premières pluies de juillet 2018, tels que l'insuffisance du pâturage, les épizooties et zoonoses (maladies) et la fragilité/mortalité des animaux en fin de soudure.

**Au Burkina Faso**, la disponibilité des productions animales reste variable selon les régions. La production de viande est en hausse de 8,08% au Plateau central et en baisse de 6% dans les Cascades. La production de lait est en hausse de 11,06% au Plateau central et en

baisse de 26,30% dans les Cascades. Pour la production fourragère, on enregistre un déficit au cours de cette campagne. Le déficit le plus important a été enregistré dans la région du Sahel avec 1 013 725 TMS suivie de la région des Hauts-Bassins avec 494 359 TMS, selon les informations officielles. Considérant que la région du Sahel est une zone d'élevage par excellence, et la région des Hauts-Bassins, une zone de repli en cas de disette, les animaux connaîtront des difficultés alimentaires.

**Au Mali**, la production contrôlée de viande a atteint 71 900 tonnes sur une prévision de 78 950 tonnes, soit un taux de réalisation de 91% selon les statistiques officielles. La production fourragère a été jugée insuffisante au cours de la campagne. Les quantités de fourrages produites (*y compris le bourgou*) sont estimées à environ 205 000 tonnes de matières sèches sur une prévision de 278 158 tonnes, soit un taux de réalisation de 73,7%.



### NIGER

41% de matières sèches produites

### MALI

91% de production de viande contrôlée et 73,7% de matières sèches produites

### BURKINA FASO

La disponibilité des productions animales reste très variable selon les régions.

## Production halieutique

La production halieutique est jugée en recul et très faible au Mali et moyenne au Burkina Faso.

**Au Niger**, il a été constaté une rareté des poissons dans les mares, les affluents et le fleuve au cours de la campagne 2017/2018. Selon les pêcheurs, dans la zone du fleuve qui traverse le Niger, la longue période sèche a engendré une baisse drastique du niveau des eaux suivie d'une migration des poissons.

**Au Mali**, la production halieutique, encore appelée production des captures, représente les quantités

de poisson enregistrées en débarquement contrôlé. Sur une prévision de 110 431 tonnes, il a été enregistré en débarquement contrôlé 102 306 tonnes, soit un taux de réalisation de 93 %. Quant à la production aquacole, elle a enregistré une production de 3 914 tonnes de poissons de pisciculture sur une prévision de 5 316 tonnes, soit un taux de réalisation de 73,63 %.



### NIGER

Rareté des poissons dans les mares, les affluents et le fleuve au cours de la campagne 2017/2018

### MALI

73,63 % de la production aquacole et 93 % de la production halieutique réalisés

## Commercialisation des produits

Les résultats de la production évoqués plus haut expliquent ce sommaire point réservé à la commercialisation des produits. Dans les zones les plus affectées par le recul des productions, les paysans excédentaires ou déficitaires qui ont vendu une partie de leurs productions de céréales ont été récompensés, tandis que bon nombre d'éleveurs étaient dans l'obligation de vendre quelques animaux à vil prix du fait de la situation de détresse (animaux affaiblis, besoins urgents) en vue de surmonter la période de soudure.

## Transformation des produits

On s'intéresse ici à l'orientation de la transformation des produits : pour les organisations paysannes, il est important que les acteurs locaux, en particulier les femmes transformatrices et les micro et petites entreprises agro-alimentaires, s'insèrent dans le tissu économique local en tirant profit des chaînes de valorisation des produits locaux, et en s'inscrivant dans des dynamiques d'offre de produits semi transformés ou transformés, et de prestation de services divers. Malgré la faiblesse des productions cette année, les femmes transformatrices et les micro et petites entreprises agro-alimentaires restent actives, du fait de leur positionnement sur des produits locaux consommés localement, et de leur possibilité de s'approvisionner en matière première sur les marchés alimentés par les commerçants à partir des zones excédentaires sur les mêmes produits.

**Au Mali**, la transformation de la production post-récolte de la campagne agricole 2017/2018 reste modeste. Elle concerne surtout le maïs pour la fabrication d'aliments pour volaille et les grains de maïs pour la consommation humaine. Les autres types de transformation comme le fonio lavé ou précuit, les grains de bouillie, la fabrication du déguê, de la pâte d'arachide se font de façon artisanale par les femmes. La mise de ces produits sur le marché est généralement assurée par les magasins (alimentations, supermarchés).

Dans le domaine de la riziculture, on rencontre différents types de transformation : (i) l'usinage à travers les différents types de décortiquage du riz en grain selon l'équipement

utilisé (unités industrielles, mini-rizeries, décortiqueuses à fuel, etc.); (ii) l'étuvage du riz avec différents équipements utilisés (artisanal et moderne) et (iii) la transformation agro-alimentaire qui rentre dans le cadre nutritionnel.

**Au Niger et au Burkina Faso**, la transformation des produits agropastoraux est aujourd'hui un important secteur d'emploi. Les capacités de transformation varient d'une région à une autre, et d'une filière à une autre, avec différentes ampleurs. Par exemple, on note sur tout le territoire national une floraison d'initiatives pour la transformation du lait en yaourt, en fromage et en lait pasteurisé pour prolonger la durée de conservation de ce produit très périssable.



### MALI

La transformation de la production post-récolte de la campagne agricole 2017/2018 reste modeste

### NIGER ET BURKINA FASO

La transformation des produits agropastoraux est aujourd'hui un important secteur d'emploi



## Soudure et constitution des stocks

L'intensité de la soudure alimentaire se traduit par l'état des stocks (familiaux, communautaires et publics) et l'évolution des prix des denrées sur le marché (stocks détenus par les commerçants).

**Au Niger**, il ressort des analyses des exploitations familiales suivies par les organisations paysannes un faible niveau de remplissage des greniers familiaux et communautaires. Ces stocks paysans ne peuvent couvrir que deux à trois mois de besoins alimentaires des familles et communautés déficitaires. L'État a constitué une réserve alimentaire à travers l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN) pour soutenir les familles vulnérables en période de soudure. Cette initiative est aussi soutenue par d'autres donateurs, dont le Japon.

Selon les producteurs, on note une hausse des prix des céréales comparativement à 2017, traduisant la baisse de l'offre. Le prix du sac de maïs de 100 kg a connu une hausse de 14,21% et celui du mil de 100kg 13,46%. Cette hausse est aussi constatée sur les prix du sorgho et du niébé. Quant aux termes d'échange animal/céréales enregistrés en fin d'année 2017 au niveau national, il est de 1,06 sac de 100 kg de mil pour un bouc mature. Comparé aux termes de l'échange de 2017, on constate une détérioration de 23%.

**Au Burkina Faso**, on distingue trois catégories de stocks paysans : les stocks familiaux, les stocks communautaires dans les banques de céréales et les stocks de warrantage. Le stock paysan provisoire était estimé en fin 2017 à 258 047 tonnes. Il était composé de riz, de mil, de sorgho, de maïs et de fonio.

Quant au stock étatique, il est composé du Stock National de Sécurité (SNS), du Stock Commercial de Régulation (SCR), de l'Aide alimentaire en riz et du Stock de Sécurité Alimentaire et d'Intervention (SSAI). Selon les statistiques nationales du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH), la quantité totale de vivres disponibles à la date du 31 décembre 2017 était de 33 374,8 tonnes. Ces stocks auront un effet modérateur sur la soudure et les prix des produits sur les marchés.

Selon les producteurs, on observe une assez bonne disponibilité des céréales sur les marchés approvisionnés en grande partie par les commerçants. Cependant, l'offre est jugée inférieure à celle de l'année passée à la même période. Cette offre est renforcée par la présence de boutiques témoins dans le cadre du soutien du gouvernement pour la vente de céréales à prix modérés à travers la Société nationale de gestion des stocks de sécurité (SONAGESS). Comparativement à la même période

de l'année précédente, les prix des céréales ont connu des hausses faibles à modérées (inférieures à 30%) pour le maïs. Pour le mil et le sorgho, des hausses des prix faibles à modérées (entre 10% et 40%) ont été signalées. Au marché de bétail, les offres varient d'une espèce à une autre et d'un marché à un autre. L'offre en bovins enregistre une tendance baissière, par contre celles des ovins et des caprins connaissent respectivement une hausse et une stabilité (bovins 6 à 18%, ovins 8 à 35 %, caprins 4 à 22%). Les prix des taureaux par exemple enregistrent une hausse variant de 6.7% à 91.8% (statistiques nationales).

**Au Mali**, la situation des stocks établie par la plateforme nationale des organisations paysannes (CNOP-M), met en relief trois types de stocks : les stocks des commerçants, les stocks institutionnels et les stocks communautaires.

De l'observation des stocks des commerçants par les céréaliers de San, Mopti, Koutiala, Sikasso, Ségou et Niono, il ressort que le niveau des stocks sur les marchés est inférieur à celui de l'année dernière. Pour eux, cette baisse des stocks de céréales aurait pour causes (i) la baisse de la production dans leurs zones d'approvisionnement, (ii) le prix élevé des céréales, (iii) l'assistance alimentaire qui se profile à l'horizon et (iv) la rétention des stocks par les produc-

teurs excédentaires pour des raisons de sécurité alimentaire et/ou profiter des hausses futures des prix.

Les stocks institutionnels sont à un niveau relativement moyen. Le Stock National de Sécurité de l'Office des produits alimentaires du Mali (OPAM) est de 9.100,4 tonnes contre un niveau maximum de 35.000 tonnes.

Les faibles capacités financières au niveau des banques de céréales n'ont pas favorisé une reconstitution adéquate des stocks communautaires. À cela s'ajoute la forte demande céréalière, qui presse les marchés et contraint des ménages à reconstituer leurs stocks en priorité. La situation de stock établie par la Plateforme Nationale des Producteurs de Riz (PNPR-M) est de 10 747 Tonnes. La majeure partie de ce stock vient des zones à maîtrise totale de l'eau, notamment l'Office du Niger, l'Office de Mopti, l'Association des Riziculteurs de la plaine aménagée de San Ouest (ARPASO), etc.

En ce qui concerne la disponibilité des productions sur les marchés, les producteurs soulignent que le niveau de l'offre des produits céréaliers est inférieur à celui de l'année dernière sur tous les marchés. Cette baisse de l'approvisionnement concerne les céréales locales particulièrement le mil, le sorgho et le riz local. Les prix des céréales restent élevés par rapport à ceux de l'année dernière à la même période. Ce qui affecte négativement l'accès aux denrées pour les ménages pauvres et très pauvres.

Selon les données officielles, les termes de l'échange connaissent une forte dégradation par rapport à la moyenne des cinq dernières années au Sahel et dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou.



#### NIGER

+14,21% sur le prix du sac de maïs de 100 kg et +13,46% sur celui du mil

#### BURKINA FASO

L'offre 2017 est de 6 à 18% en bovins, de 8 à 35% en ovins et de 4 à 22% en caprins

#### MALI

Les prix des céréales restent élevés par rapport à ceux de l'année dernière à la même période

## 1.2. Facteurs explicatifs des résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

Dans les trois pays de la bande sahélo-soudanienne (Niger, Burkina Faso, Mali), il ressort trois facteurs clés qui expliquent les mauvais résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018. Il s'agit de facteurs naturels (mauvaise pluviométrie, attaques des ennemis des cultures), de la baisse des soutiens publics (baisse des subventions des intrants agricoles) et de l'insécurité liée au terrorisme.

### Facteurs naturels

**Au Niger**, les paysans soulignent la rareté et la mauvaise répartition des pluies dans l'espace et dans le temps, les inondations qui ont engendré des dégâts dans les champs comme dans les habitations, l'insuffisance, voire le manque de pailles et de pâturages pour les animaux (déficit fourrager global de l'ordre de 10 940 993 TMS). Il a été également observé au cours de la campagne agricole des attaques de plusieurs types d'ennemis des cultures (chenilles désolatrices, sauteriaux, vers de collet et cicadelle).

En ce qui concerne la pêche, sur tout le long du fleuve, il a été remarqué une épidémie de tilapia. Selon les pêcheurs, cette épidémie est due à l'invasion du fleuve par les eaux usées et de la jacinthe d'eau provenant des koris des zones de plateaux. L'insalubrité dans ces eaux a provoqué la disparition de plusieurs espèces de poisson, dont les tilapias.

À cela s'ajoute l'ensablement du fleuve Niger, qui détruit les habitats des poissons, menaçant ainsi l'activité de la pêche.

**Au Burkina Faso**, il est signalé, la mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie provoquant des poches de sécheresse avec des pauses pluviométriques allant de 9 à 20 jours. Ces séquences sèches et l'arrêt précoce des pluies ont entraîné un stress hydrique en fin de campagne dans certaines localités. À cela s'ajoutent les attaques des chenilles légionnaires d'automne (*Spodoptera frugiperda*) dans les 13 régions du pays avec une superficie infestée de 58 324,46 ha.

**Au Mali**, les producteurs relèvent la mauvaise pluviométrie (arrêt précoce par endroit, mauvaise répartition dans l'espace) dans plusieurs localités du pays et les dégâts causés par des prédateurs dans certaines zones.

## Facteurs politiques

Dans les trois pays (Niger, Burkina Faso, Mali), la baisse des subventions des États a été observée par les producteurs, notamment dans la subvention des intrants agricoles (engrais et semences) ; ce qui a eu un impact négatif sur la campagne.

**Au Niger**, les producteurs notent les difficultés d'accès aux intrants agricoles au cours de la campagne. Cela s'est manifesté par l'indisponibilité des intrants agricoles (semences, engrais) et des aliments de bétails. Aussi, les producteurs signalent les obstacles liés à l'accès aux crédits bancaires pour l'acquisition des intrants dans le cadre des préparatifs de la campagne faute de

garanties adaptées à la production agricole.

**Au Burkina Faso**, le recul des interventions publiques dans la mise à disposition des intrants a été également relevé par les producteurs.

**Au Mali**, on note l'insuffisance de la quantité d'engrais subventionné, soit 25% des besoins exprimés (Sikasso). À cela s'ajoute l'arrivée tardive des semences subventionnées (en juillet, voire août dans certaines régions) après la période de semis. Aussi la qualité douteuse des engrais subventionnés et le système de distribution E-voucher sont décriés par les producteurs.

## Insécurité liée au terrorisme

Au cours de la campagne, la persistance de l'insécurité liée au terrorisme est signalée dans les trois pays de la bande sahélo soudanienne (Niger, Mali, Burkina Faso).

**Au Niger**, l'insécurité liée au terrorisme est signalée dans les régions de Tillabéry et de Diffa. Dans la région de Tillabéry, plusieurs attaques de commerçants et autres vendeurs de bétails ont été signalées par les paysans à Boulkagou, Ayorou et Inates. Des attaques à mains armées, vols de bétails et dégâts des hippopotames sur les rizières ont également été signalés.

**Au Burkina Faso**, des attaques répétitives liées au terrorisme ont été observées dans la zone Nord et dans les zones frontalières du Mali et du Niger.

**Au Mali**, les producteurs ont rapporté la destruction par des hommes armés de 13 motopompes dans le Delta central du Niger (Djenné) qui servaient à irriguer 180 hectares occupés par 978 exploitants et l'enlèvement de 112 bœufs de trait et d'un troupeau de 73 têtes.



## 2. Pays côtiers de la façade atlantique Ouest (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau)

Les 3 pays ont connu une bonne campagne agricole 2017/ 2018, avec une hausse des productions vivrières au Sénégal et en Gambie, et des apports de l'élevage qui auraient comblé la baisse des cultures vivrières en Guinée-Bissau. Avec une amélioration continue des résultats des campagnes agricoles depuis 3 années en Gambie et en Guinée-Bissau, et des bonnes et mauvaises campagnes alternées au Sénégal, ces pays ont connu une période de soudure moins aigüe que dans les pays du Sahel. Les stocks vivriers ont été disponibles au niveau des familles et des communautés, et les prix des denrées alimentaires sur les marchés (stocks commerçants) sont restés stables.

Pour les éleveurs, la bonne pluviométrie notée en 2017/ 2018 a contribué à une bonne disponibilité de fourrages à l'exception de quelques poches, et il n'a pas été noté de cas particuliers sur la situation zoonositaire.

Enfin, la contribution des politiques publiques à l'atteinte des bons résultats en 2017/2018 est positive mais encore insuffisante, selon les OP.

## 2.1. Résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

### Production vivrière

D'une manière générale, la production vivrière dans les 3 pays de la façade atlantique Ouest est jugée satisfaisante lors de la campagne agricole 2017/2018.

**Au Sénégal**, la production de céréales, toutes spéculations confondues, connaît une nette progression par rapport à la campagne précédente. La production totale de céréales se chiffre à 2 549 035 selon les informations officielles réunies par le CNCR. La production céréalière en cette campagne marque une hausse de 20% par rapport à 2016/2017. Cette hausse constatée de manière globale est variée selon la céréale prise isolément. Ainsi l'accroissement est de 37% pour le mil, 7% pour le fonio et 21% pour le maïs.

**En Gambie**, la production céréalière totale au titre de la campagne 2017/2018 se chiffre à 192 000 tonnes. Malgré, l'arrivée tardive et

une répartition irrégulière des pluies, le pays enregistre une progression de 5% comparée à la campagne 2016/2017. En effet, la campagne agricole a été favorable pour des productions telles que les arachides, le maïs, ainsi que les produits maraîchers.

**En Guinée-Bissau**, la production céréalière a par contre baissé de 7% comparativement à la campagne 2016/2017. On note une production totale de 165 103 tonnes. La production se chiffre respectivement à 44 968 tonnes pour les céréales sèches, 108 905 tonnes pour l'arachide et 903 tonnes pour le niébé.



#### SÉNÉGAL

+20% de production  
céréalière (37% pour  
le mil, 7% pour le fonio,  
21% pour le maïs)

#### GAMBIE

+5% de production  
céréalière

#### GUINÉE-BISSAU

-7% de production  
céréalière

## Production animale

Deux pays de la façade atlantique Ouest ont fait remonter des informations relatives à la production animale.

**Au Sénégal**, le pâturage a connu un développement correct à l'exception de certaines localités comme Linguère, Matam, Kanel, Podor, tandis que les points d'eau servant l'abreuvement des animaux sont demeurés faibles. Concernant la situation zoonositaire, un constat d'accalmie a été relevé sur l'ensemble du pays.

**En Gambie**, les données officielles ressortent une forte densité de la population de bétail et que l'élevage est confronté à des problèmes de pâturage et d'eau pour l'alimentation et l'abreuvement des animaux. Cette information n'est pas corroborée par les producteurs qui estiment au contraire qu'il existe une bonne disponibilité du pâturage.

## Production halieutique

**Au Sénégal**, la campagne halieutique est jugée moyenne et les prises moins importantes par rapport à l'année précédente. Les raisons avancées sont les changements climatiques avec des vents forts et violents, l'augmentation du niveau de la mer entraînant la destruction des habitations, des équipements de transformation, des infrastructures de pêche, des pirogues et matériels de pêche. À cela, il faut ajouter la faiblesse dans la mise en œuvre des politiques publiques en matière de gestion des ressources (repos biologique, l'utilisation d'engins non réglementaires), l'incursion de

bateaux industriels dans les zones interdites, les mauvaises pratiques de pêche.

**En Guinée-Bissau**, la pêche artisanale constitue une source importante pour la croissance économique, la création d'emplois, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La population bissauguinéenne consomme beaucoup le poisson : en moyenne entre 25 et 30kg de poisson/personne/an, des captures entre 30 000 et 40 000 tonnes/an. Cette année n'a pas fait exception.



### SÉNÉGAL

La campagne halieutique est jugée moyenne et les prises moins importantes par rapport à l'année précédente.

### GUINÉE-BISSAU

La pêche artisanale constitue une source importante pour la croissance économique, la création d'emplois, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

## Commercialisation des produits

**Au Sénégal**, on note la politique de contingentement pour limiter les importations du riz, de la pomme de terre et de la tomate, avec des impacts à court terme sur les revenus des producteurs, et à moyen et long termes sur un engagement des producteurs de ces filières et une hausse des productions. Les paysans notent cependant une baisse des quantités d'arachide achetées par les industriels, et craignent un désintérêt des pouvoirs publics et des industriels pour la filière locale, au profit des importations d'autres huiles. Les observations paysannes font état de ruptures fréquentes de financements de la commercialisation des productions locales, amenant certains paysans à vendre leurs productions d'arachide

aux producteurs, sur les marchés parallèles, à des prix inférieurs au prix officiel.

**En Gambie**, les producteurs d'anacarde et d'arachide ont mis en place entre eux, un mécanisme de coopération commerciale, leur permettant d'accéder aux marchés. On a assisté à une augmentation des prix aux producteurs (de 15 000 à 17 000 D/ tonne pour l'arachide). Dans le même temps, on note une baisse des prix de vente aux producteurs pour l'anacarde.

**En Guinée-Bissau**, les producteurs notent une mauvaise commercialisation du maïs qui se fait au détriment des producteurs, car la plus-value est captée par les intermédiaires.

## Transformation des produits

**Au Sénégal**, des initiatives sont développées sur la valorisation des céréales locales à l'image de la panification avec le mil et le maïs. Cette démarche, soutenue par des programmes de développement publics et privés, vient s'ajouter au positionnement des femmes formatrices et des micro et petites

entreprises de transformation sur les filières comme le riz et l'arachide.

**En Gambie**, des unités de transformation ont été mises sur pied dans les six régions agricoles. Sont concernés les légumes, le niébé, les arbres fruitiers, le riz et les produits forestiers tels que le baobab.

## Soudure et constitution des stocks

Les résultats de la campagne agricole en 2017/2018 confirment une bonne tendance pour ces pays depuis quelques années passées sans véritable campagne agricole désastreuse avec des déficits exceptionnels. En fin de campagne 2017/2018, les marchés sont globalement bien approvisionnés sans hausse particulière des prix. Et les stocks non marchands sont essentiellement détenus par les EF et les communautés, les initiatives des États étant beaucoup moins présentes que dans les pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso), où les années de sinistre sont beaucoup plus fréquentes.

**Au Sénégal**, les stocks paysans sont constitués à l'échelle des familles et des communautés, mais sont jugés faibles. Les marchés sont également bien approvisionnés à l'issue de la campagne agricole, et on ne note pas de hausse particulière des prix.

**En Gambie**, il est noté la construction et la gestion des banques de céréales et de semences dans 6 communautés rurales. Ces actions

sont à inscrire au compte de l'État et de certaines ONG. Elles visent la conservation du riz, du maïs, du mil et des arachides.

**En Guinée-Bissau**, les réserves paysannes sont jugées faibles. À côté des stocks paysans, les deux autres types de stocks présents sont les stocks commerçants et les stocks du Programme Alimentaire Mondial.

## 2.2 Facteurs explicatifs des résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

Les performances enregistrées par les exploitations familiales dans ces trois pays de la façade atlantique Ouest ont été favorisées par des facteurs tant naturels que politiques.

### Facteurs naturels

**Au Sénégal**, les bonnes performances obtenues cette année sur les productions végétales sont rendues possibles par la bonne pluviométrie notée cette année. En plus de cela,

les producteurs ont observé une accalmie sur les fronts des attaques parasitaires, et une bonne disponibilité de pâturage à l'exception de quelques départements.

**En Gambie**, les bons résultats obtenus pendant la campagne sont liés, selon les producteurs, à la bonne pluviométrie et à la fertilité des sols, notamment dans la région North Bank River.

**En Guinée-Bissau** également, les bons résultats de la campagne sont liés à la pluviométrie abondante avec un rythme régulier et sa bonne répartition spatio-temporelle.

## Facteurs politiques

**Au Sénégal**, les OP soulignent que les efforts des pouvoirs publics en termes de subvention des intrants portent sur 5 500 tonnes de semences certifiées et 30 000 tonnes d'engrais toutes formules confondues. Les producteurs d'arachide estiment que 85 % des efforts pour atteindre le niveau actuel de production sont à l'actif des paysans et leurs organisations.

Comme facteur politique jugé très favorable par les OP, il y a la politique de contingentement où un consensus est trouvé sur l'importation du riz, de la pomme de terre (en cours) et de la tomate. Comme cela se passe depuis plusieurs années pour la filière « oignon », il est attendu que le contingentement des importations favorise les produits locaux sur le marché sénégalais, et contribue à booster les productions.

Concernant la pêche, pour la première fois un arrêté ministériel interdisant la pêche de nuit par les Sennes Tournantes ciblant la sardine a été pris pour une durée de quatre (4) mois (juin-septembre) sur toute la petite côte (Dakar-Kafountine). Quelques difficultés ont été rencontrées au niveau du site de Hann où les professionnels s'opposent à la mesure avançant que la saison des pêches a été mauvaise et qu'ils ne comprenaient pas pourquoi, avec l'apparition des poissons, on leur interdisait leur capture.

**En Gambie et en Guinée-Bissau**, les producteurs signalent comme facteur politique favorable les appuis de l'État, notamment en termes de fourniture d'intrants (semences, engrais) et d'équipements agricoles.



### **3. Pays à dominante forestière (Guinée, Sierra Leone, Libéria)**

La dynamique de relance du secteur agricole enclenchée après 2014/2015 s'est ralentie cette année pour la Guinée et la Sierra Leone, touchées par un déficit pluviométrique et une baisse d'intensité de l'effort public. Contrairement au Libéria qui a connu une meilleure pluviométrie, ces 2 pays ont enregistré une stagnation pour l'un et une baisse pour l'autre des productions vivrières. Les informations sur l'élevage et la pêche ne sont pas disponibles pour la Sierra Leone. En Guinée, ces 2 sous- secteurs ont également connu des régressions par rapport à la précédente campagne agricole.

## 3.1. Résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

### Production vivrière

Au cours de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018, la production vivrière a connu des résultats variables dans les trois pays à dominante forestière.

**En Guinée**, la production vivrière a enregistré un résultat globalement moyen durant la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018. Selon l'Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires (ANASA), la production de riz était de 2 197 907 tonnes, celle du maïs 817 286 tonnes et pour le fonio 488 309 tonnes. Par rapport à 2016, le taux d'accroissement est de seulement 1,10% pour le riz par exemple. Les prévisions ne sont pas atteintes pour les différentes céréales.

**En Sierra Leone**, selon les paysans, on note une baisse de la production vivrière durant la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018.

**Au Libéria** par contre, les résultats de la production vivrière au cours de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018 sont jugés globalement satisfaisants, selon les producteurs.



#### GUINÉE

Le taux d'accroissement est de seulement 1,10% pour le riz

#### SIERRA LEONE

On note une baisse de la production vivrière

#### LIBÉRIA

Les résultats de la production vivrière sont jugés globalement satisfaisants

### Production animale

Des résultats des productions animales, on retient qu'au cours de la campagne agro-sylvo-pastorale 2017/2018, les marchés à bétail ont été globalement bien approvisionnés dans deux pays à dominante forestière (Guinée et Libéria). Concernant la situation du pâturage, elle a été jugée satisfaisante au Libéria et disparate, voire déficitaire en Guinée.

**En Guinée**, le niveau d'approvisionnement des marchés à bétail est globalement satisfaisant, et stable par rapport à la situation habituelle. Quant à la situation du pâturage constituant la principale source d'alimentation du bétail, elle a été disparate au cours de la campagne ASPH 2017/2018. En Moyenne et Haute Guinée, le mois de février correspond à la saison sèche se caractérisant par la diminution de fourrage vert et des points d'eau pour le bétail. En cette période, les animaux perdent leur embonpoint et en partie leur valeur commerciale. Bien qu'étant excédentaires en une période de l'année, les pâturages

naturels ne sont pas rationnellement exploités et sont souvent menacés par la sécheresse et régulièrement détruits par les feux de brousse.

**Au Libéria**, les informations fournies par la plateforme nationale indiquent une disponibilité du pâturage, notamment dans les régions de Lofa, Nimba et Bong. Quant aux marchés à bétail, le dispositif de suivi montre qu'ils sont bien approvisionnés. À cela s'ajoute la disponibilité d'aliments sur les marchés ravitaillés par des stocks commerçants. Cependant, les prix de cession sont jugés élevés par les éleveurs.

## Production halieutique

Des informations reçues des organisations paysannes, il ressort que les ressources halieutiques en Guinée sont en baisse et celles du Libéria moyennes, au cours de la campagne 2017/2018.

**En Guinée**, les résultats de la pêche continentale ont révélé une diminution des ressources halieutiques au cours de la campagne 2017/2018. Selon les pêcheurs, les facteurs explicatifs de cette baisse de la production sont, entre autres, les déficits hydriques et le tarissement précoce de certains mares et fleuves. Le niveau d'approvisionnement des marchés en poisson est en régres-

sion.

**Au Libéria**, plus de 80% de la population dépend directement du poisson pour l'apport en protéine animale. Au cours de la campagne pêche 2017/2018, selon les pêcheurs, les captures ont été jugées moins bonnes que l'année précédente.



### GUINÉE

Le niveau d'approvisionnement des marchés en poisson est en régression

### LIBÉRIA

Selon les pêcheurs, les captures ont été jugées moins bonnes que l'année précédente

## Commercialisation des produits

Les plateformes n'ont pas fourni d'informations permettant d'affirmer ou non, si les productions ont bénéficié de bonnes conditions de commercialisation. Les informations fournies concernent le niveau de disponibilité des produits sur les marchés (stocks commerçants) et leur accessibilité (prix), et permettent plutôt d'apprécier l'intensité de la soudure.

## Transformation des produits

**Au Libéria**, la transformation de la production post-récolte se développe. Durant la campagne 2017/2018, la transformation a concerné le manioc pour la fabrication du gari, du super gari, du fufu, du deepper ; l'arachide pour la préparation de bouillie et de pâte, et le riz transformé et emballé

à petite échelle. Dans le domaine de l'élevage, la transformation a porté principalement sur le fumage et la congélation des produits d'élevage. Pour la pêche, on note la transformation artisanale du poisson à travers le fumage, le salage et la fermentation.

## Soudure et constitution des stocks

**En Guinée**, selon les observations faites par les producteurs à la période post-récolte, la constitution des stocks pour faire face à la période de soudure est faible. Il ressort que les greniers sont presque vides surtout vers la zone nord. La conservation des produits maraîchers se fait dans des magasins de stockage et une chambre froide à TimbiMadina, construits avec l'appui des partenaires.

Les niveaux des stocks publics et commerçants, selon les informations officielles, sont globalement satisfaisants par rapport à l'année dernière. Ces stocks sont essentiellement constitués du riz local (30%), du riz importé (35%), de

l'huile de palme (10%), de l'arachide (7%), du manioc (8%) et de produits maraîchers (8%). Les OP ont noté d'importantes flambées des prix des produits sur les marchés, traduisant la supériorité de la demande et l'absence ou l'insuffisance des stocks familiaux ou communautaires. À titre d'exemple, le prix du bovin est passé de 3 500 000 à 5 500 000 francs guinéens par tête, le prix du petit ruminant de 350 000 à 550 000 francs guinéens, le prix du kilo de riz de 5 000 à 7 500 francs guinéens, le maïs de 3 000 à 7 000 francs guinéens/kg, le fonio net à 10 000 francs guinéens/kg et la pomme de terre contre-saison à 7 000 francs guinéens/kg.

En ce qui concerne les produits halieutiques, l'existence d'importants stocks est due à l'augmentation des containers frigorifiques et le retour progressif de l'approvisionnement électrique dans les zones pourvoyeuses de poissons frais (Kamsar).

**Au Libéria**, on observe une bonne disponibilité des différents stocks,

pour les produits d'élevage, de pêche et les légumes, et une disponibilité modérée pour le manioc, le riz, l'arachide et le maïs. Pour ce qui est de l'accessibilité de ces produits, le niveau des prix reste supérieur à ceux de l'année dernière à la même période.



#### GUINÉE

Les niveaux des stocks publics et commerçants sont globalement satisfaisants par rapport à l'année dernière

#### LIBÉRIA

Une bonne disponibilité des différents stocks pour les produits d'élevage, de pêche et les légumes ; et une disponibilité modérée pour le manioc, le riz, l'arachide et le maïs

## 3.2. Facteurs explicatifs des résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

### Facteurs naturels

**En Guinée**, les effets conjugués du déficit pluviométrique et des attaques sur les cultures ont impacté négativement les rendements des cultures. Les poches de sécheresse notées dans les zones céréalières (riz, fonio, sorgho...) ont détruit les champs, occasionnant de mauvaises récoltes. Quant à la production

maraîchère, notamment celle de la pomme de terre qui est la principale culture de la région de la Moyenne Guinée, elle est en baisse à cause de l'attaque des cultures par les maladies et ennemis (mildiou, chenilles, etc.). Ces perturbations climatiques ont causé des difficultés aux éleveurs pour la nourriture et l'abreuvement de leur cheptel, favorisant leur migration vers le Sud.

**Au Libéria**, par contre, la bonne pluviométrie a permis d'avoir de bons rendements. Il ressort que la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique a enregistré une situation

phytosanitaire globalement calme. Il n'a pas été noté d'attaques majeures sur les cultures pouvant impacter les résultats de la campagne.

## Facteurs politiques

Si en Guinée, les paysans ont rencontré des difficultés d'accès aux intrants, au Libéria, par contre, l'accompagnement de l'État à travers la subvention et l'approvisionnement des intrants agricoles a eu un impact positif sur la campagne.

**En Guinée**, le recul de l'appui public en matière d'accès aux intrants et aux crédits a été signalé par les producteurs. Cela s'est traduit au cours de la campagne par la difficulté d'accès aux intrants agricoles subventionnés par l'État (engrais et semences). À cela s'ajoutent la cherté des facteurs de production (intrants et main-d'œuvre...) et l'insuffisance, voire l'inexistence d'aliments de bétail qui a impacté négativement les performances agro-pastorales.

En outre, on ne peut plus évoquer l'épidémie de la fièvre Ébola, comme facteur critique. La question reste plutôt de savoir si la dynamique de relance enclenchée dans les 3 pays produira des effets durables, au vu de la fragilité des résultats. Cette question se pose car il a suffi à la Guinée et la Sierra Leone d'avoir un déficit pluviométrique et fourrager, et une baisse des appuis publics, pour enregistrer un recul des performances et de la qualité de la situation alimentaire.

**Au Libéria**, durant la campagne, l'État a pratiqué une politique de subvention des engrais et des semences favorables aux producteurs. Cette subvention a contribué aux bons résultats des productions qu'a connus le pays.



## 4. Pays côtiers de la façade atlantique Sud (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin)

Dans ces pays, il est constaté une hausse presque généralisée des productions vivrières et de rente. L'élevage n'a pas connu de perturbations majeures, avec une bonne disponibilité de fourrages et d'eau. Et les producteurs notent une bonne disponibilité de viande, de lait, d'œuf.

## 4.1. Résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

### Production vivrière

Globalement les 4 pays de la façade atlantique Sud présentent des résultats satisfaisants, en progrès par rapport à la précédente campagne agricole. Les OP soulignent cependant que les résultats n'ont pas toujours atteint les prévisions.

**En Côte d'Ivoire**, les observations paysannes font apparaître une légère hausse des quantités de vivriers produites. Cette légère hausse des quantités produites est constatée également au niveau des cultures de rente telles que le palmier à huile, l'hévéa, le café, le cacao et l'anacarde. Ces observations paysannes corroborent les données officielles qui indiquent une tendance haussière pour toute la production vivrière, des céréales aux tubercules, et pour les autres productions provenant du maraîchage.

**Au Ghana**, la campagne a été bonne dans presque toutes les régions du fait de la bonne pluviométrie.

**Au Togo**, les observations paysannes corroborent les résultats officiels. Les productions vivrières connaissent une augmentation comparativement à la moyenne des 5 dernières années. Ainsi, le maïs, principale céréale

produite au Togo, a connu au titre de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017-2018 des hausses par rapport à la moyenne des cinq dernières années (6,58%) et à la campagne précédente (3,36%). Pour le sorgho, le riz paddy et le fonio, un accroissement a été enregistré par rapport à la campagne précédente (1,24%, 2,49% et 16,04% respectivement).

**Au Bénin**, dans l'ensemble, les principales cultures ont connu une augmentation par rapport aux récoltes de la campagne précédente. Les observations des paysans, coïncidant avec les données de l'État, indiquent une augmentation pour les céréales, les tubercules, les légumes. En ce qui concerne les cultures industrielles, la progression observée est également assez nette, particulièrement pour le coton (une production record de 500 000 tonnes) et l'ananas.



#### CÔTE D'IVOIRE

Une tendance haussière pour toute la production vivrière, des céréales aux tubercules et les productions provenant du maraîchage

#### TOGO

Les productions vivrières connaissent une augmentation comparativement à la moyenne

## Production animale

**Au Togo**, la disponibilité fourragère est plus satisfaisante dans les zones agro-écologiques de la forêt, du littoral et de la savane humide bien que la savane sèche soit déficitaire. Globalement, la disponibilité de fourrage et d'eau pour le bétail sur toute l'étendue du territoire national reste favorable en raison de la bonne pluviométrie observée durant cette campagne.

**Au Bénin**, les producteurs ont noté que pour la viande, le lait et les œufs, les résultats obtenus sont satisfaisants. Les producteurs signalent par ailleurs une recrudescence des conflits dans la région méridionale du pays, entre agriculteurs et éleveurs, du fait d'une mauvaise interprétation et d'une difficulté d'application de l'arrêté ministériel relatif à la réglementation/délimitation de la transhumance des troupeaux, dans l'espace et dans le temps, dans la région.

## Production halieutique

Les résultats de la pêche sont plus mitigés : bons pour la pêche maritime mais qui échappe aux pêcheurs traditionnels ou artisanaux pour diverses raisons ; en baisse pour la pêche continentale.

**Au Ghana**, selon les données officielles recueillies, la campagne de pêche a été bonne. En effet les prises pour la campagne 2017-2018 ont été de 534,525.72 tonnes, soit une augmentation de 23,33% par rapport à 2016. Cette augmentation de la production est de 30,3% pour la pêche maritime et de 5,3% pour l'aquaculture. Ces résultats officiels sont infirmés par les observations paysannes qui notent une baisse des ressources halieutiques durant la campagne compte tenu de la pêche illégale et du non-respect des frontières maritimes.

**Au Togo**, les paysans qualifient la présente campagne de mauvaise par rapport à la campagne 2016-2017. Cette constatation découle de la rareté des bandes de poissons, des mauvais vents sur la mer. La mauvaise campagne est imputée également aux conséquences de la pêche industrielle illicite et des trafics maritimes en hausse à proximité des zones de pêche.

**Au Bénin**, les pêcheurs ont observé, par rapport à la pêche maritime, une augmentation des prises. Plusieurs espèces de poissons sont pêchées au

cours de la campagne, et les prix de vente du kilogramme varient en fonction des espèces et de leur qualité organoleptique. En effet, plusieurs débarquements ont lieu par jour ; ce qui fait qu'il y a la plupart du temps du poisson chez les mareyeuses. Cela

dénote d'une bonne campagne selon les producteurs. Par contre en ce qui concerne la pêche continentale, les prises ne font que diminuer d'année en année, selon les constats faits par les producteurs.



#### GHANA

Une augmentation de la production de 30,3% pour la pêche maritime et de 5,3% pour l'aquaculture

#### TOGO

Les paysans qualifient la présente campagne de mauvaise par rapport à la campagne 2016-2017.

## Commercialisation

Ces pays sont ceux qui sont souvent excédentaires en divers produits, mais qui ne peuvent pas encore en faire suffisamment profiter les pays le plus souvent déficitaires, du fait des insuffisances du commerce intra-régional. Les producteurs du Ghana et du Bénin ne manquent pas de l'exprimer cette année encore.

**Au Ghana**, à cause de l'enclavement et du mauvais état des pistes rurales, certains producteurs restent avec leurs productions entre leurs mains, et les perdent lorsqu'ils pourrissent. Cet état de fait aboutit parfois à une situation contrastée selon les différentes régions du pays. Certains producteurs trouvent des prix rémunérateurs tandis que d'autres n'ont même pas accès au marché du fait des problèmes de transport, et sont condamnés à vendre à perte.

**Au Bénin**, les productions sont excédentaires dans beaucoup de filières. C'est le cas du maïs, de l'ananas, de l'igname, de l'orange, etc. Malheureusement, du fait que l'espace ouest-africain est une zone faiblement intégrée, valorisant mal la diversité et la complémentarité de ses zones agro-écologiques, certains produits pourrissent au Bénin, aux mains des producteurs, faute de marché, alors qu'ils sont très demandés sur les marchés des pays voisins.

## Transformation des produits

Dans les pays de la façade atlantique Sud (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin), on note une progression dans la transformation des produits agricoles. On s'intéresse à ces tendances pour ces pays généralement excédentaires et qui ont donc de réelles opportunités de création de valeur ajoutée locale.

**En Côte d'Ivoire**, les initiatives de transformation sont signalées dans les filières comme le coton, l'anacarde, la filière café-cacao et le palmier à huile. Il convient de noter que ces efforts de transformation concernent dans une grande mesure les cultures de rente. Il s'agit le plus souvent d'une pré-transformation des produits avant leur exportation vers l'Europe. Les observations des producteurs indiquent une faible transformation des fruits et légumes, faisant que la Côte d'Ivoire perd en moyenne 25% de sa production.

**Au Ghana**, suivant les observations des producteurs, les efforts de transformation au cours de la campagne ont touché le manioc, les noix, la banane plantain, le riz et le millet.

**Au Togo**, durant la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018, les initiatives de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques se sont multipliées. Les principaux transformateurs sont les OP (notamment de femmes) et les entreprises individuelles. Ces dernières sont regroupées au sein du Réseau des Promotrices Agro-alimentaires

du Togo (REPROMAT) membre de la CTOF, de la Coopérative des Transformateurs des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques du Togo (COPTPAT) et au sein des Entreprises de Services et Organisation de Producteurs (ESOP). Il existe aussi des unités non membres de ces entités. Quatre groupes de produits sont transformés et mis sur le marché par les transformateurs et formatrices : les céréales (maïs, riz, sorgho, mil) les légumineuses (soja, arachide), les tubercules (manioc, gingembre) et les fruits/légumes (ananas).

**Au Bénin**, les observations paysannes indiquent des efforts et initiatives en matière de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques. Sont concernés par ce processus de transformation les produits comme le riz, l'anacarde, l'ananas, le soja, les noix de karité, l'arachide, la noix de palme. Les observations paysannes indiquent que la transformation de soja en fromage est une activité qui se pratique maintenant dans toutes les régions avec une forte implication de la main-d'œuvre féminine paysanne.

## Soudure et constitution de stocks

Ces pays ne connaissent pas de période de soudure particulière. À côté des enjeux du commerce régional et de la création de chaîne de valorisation des productions, se pose celui de la consolidation et de la conservation des produits, amenant des pays comme le Bénin et le Togo (qui sera présenté en illustration ici) à investir dans des réseaux de magasins de stockage et de conservation des céréales.

**Au Togo**, la situation des stocks telle qu'établie par la CTOP fait apparaître les stocks paysans et les stocks institutionnels, aux côtés des stocks commerçants.

Les stocks paysans sont constitués des greniers traditionnels où est conservé le maïs en spathe. Ces greniers sont construits sur toute l'étendue du territoire et constituent les stocks familiaux de sécurité. Ils ont été suffisamment fournis.

Les stocks institutionnels sont constitués par l'Agence nationale pour la sécurité alimentaire au Togo (ANSAT). En janvier 2018, l'ANSAT a lancé une campagne nationale d'achat des céréales de l'année 2018, et constitué des stocks de sécurité.

Les marchés n'ont pas connu de mouvement significatif et sont restés stables. Ils ont été bien approvisionnés en céréales, tubercules, légumineuses et autres produits. Le niveau des stocks est satisfaisant et supérieur à celui de l'année passée mais avec une légère

hausse du prix de certaines denrées par rapport à la campagne passée. (DSID, 2017).

**En Côte d'Ivoire**, l'accent est mis par les OP sur le suivi des stocks commerçants. Les observations faites par les producteurs traduisent une disponibilité des produits agricoles sur les marchés. Cette disponibilité concerne le riz et le maïs. Pour autant, cette situation n'a pas entraîné de baisse des prix qui se caractérisent par une certaine stabilité. Ce qui peut traduire une disponibilité de ces céréales auprès des ménages et une stabilité de la demande.

Concernant les légumes, elles ont connu une hausse des prix. Sur les marchés de consommation dans les grandes agglomérations telles que le district d'Abidjan, Yamoussoukro et la ville de San-Pédro, comparée à la campagne passée, la situation du marché de légumes en cette fin de campagne 2017/2018 a été marquée par une diminution de l'offre (des stocks commerçants) et une augmentation des prix.

## 4.2. Facteurs explicatifs des résultats de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique 2017/2018

Comme indiqué dans la présentation des résultats de la campagne, l'évolution des différentes productions dans les pays de la façade atlantique Sud (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo) a été jugée bonne. Les facteurs qui expliquent cette bonne performance des exploitations familiales dans ces quatre pays en plus de leur dotation en ressources naturelles sont la bonne pluviométrie, et les subventions des intrants même si elles sont jugées insuffisantes par les paysans.

### Facteurs naturels

**Au Ghana**, le principal facteur favorable évoqué par les paysans est la bonne pluviométrie. Selon les observations paysannes, cette pluviométrie est similaire à celle de la campagne ASPH 2016/2017. Les paysans ont également noté la forte présence de prédateurs des cultures.

**Au Togo**, les producteurs ont remarqué que la pluviométrie a été satisfaisante sur toute l'étendue du territoire national depuis le début de la campagne ASPH. Même la petite saison de pluie (août-septembre 2017) s'est prolongée jusqu'au mois de novembre.

### Facteurs politiques

**Au Ghana**, les producteurs imputent leurs bons résultats au soutien de l'État qui reste cependant modeste. Par exemple, la subvention en engrais n'a touché que 10% des producteurs interviewés.

**En Côte d'Ivoire**, les OP notent le faible niveau d'appui-conseil des exploitations familiales. En appui à cette affirmation, elles constatent

que les politiques et programmes majeurs de l'État n'ont produit durant la campagne 2017/2018 que des résultats mitigés. Pour les OP, les bons résultats de la campagne ASPH ne sont pas fondamentalement l'aboutissement d'un programme ou d'une politique. Le faible accès au crédit continue d'affecter les résultats des exploitations familiales.

**Au Ghana**, la principale menace sur la campagne ASPH a été l'invasion des chenilles légionnaires d'automne et les interventions de l'État dans ce domaine n'ont touché que certaines parties des territoires affectés par ces ennemies des cultures.

**Au Bénin**, la PNOPPA et ses membres ont noté, comme facteurs défavorables, deux réformes entreprises dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique sur la dissolution des anciennes structures d'appui-accompagnement des producteurs à la base et l'arrêté interdisant la transhumance dans la zone méridionale du pays. Ces réformes se sont avérées contre-

productives. En effet, après la dissolution des CARDER qui sont les anciennes structures d'accompagnement des producteurs, les nouvelles structures (Agences Territoriales de Développement Agricole) ont rencontré des difficultés dans leur opérationnalisation. Conséquence: la campagne 2017/2018 s'est déroulée en l'absence de tout accompagnement des producteurs par les structures publiques. Pour ce qui concerne l'arrêté interdisant la transhumance dans la zone méridionale du pays, au lieu de contribuer à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs de ruminants, il a eu pour conséquence non désirée d'amplifier les conflits qu'il était censé réduire.



## **CHAPITRE III :**

# **STRATÉGIES OPÉRÉES PAR LES EF ET INITIATIVES DES OP AU COURS DE LA CAMPAGNE ASPH 2017/2018**

*Ce chapitre aborde les stratégies développées par les exploitations familiales dans le cadre de la campagne ASPH pour s'adapter aux diverses situations (soudure, opportunité de marché, etc.) et les initiatives développées par les organisations paysannes en termes d'accompagnement des stratégies des EF (consolidation et contractualisation de la production, approvisionnement groupé en intrants, etc.).*

# 1. Stratégies développées par les exploitations familiales

Il convient de dénoncer d'abord **les comportements négatifs souvent qualifiés de « stratégies de survie »**, et qui ont en général des effets nocifs sur l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité. Parmi ces comportements ou « stratégies de survie », on peut citer les exploitations abusives des forêts ou l'utilisation de mailles non réglementaires dans le cadre de la pêche continentale. Ces comportements sont souvent adoptés pour faire face à des situations difficiles (déficit alimentaire et de revenus, rareté du poisson), alors qu'ils accentuent la dégradation des ressources de base des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Ces comportements sont observés au Niger, au Sénégal et, dans une moindre mesure, dans les pays à dominante forestière (Guinée, Sierra Leone, Libéria) où ces ressources de base sont plus dégradées (sorte de cercle vicieux).

**Les stratégies ponctuelles de soudure** sont opérées par les EF comme réactions pour s'adapter à des chocs survenus au cours d'une campagne ASPH (déficit pluviométrique en général) et pour assurer le passage de cette campagne ASPH à une autre. Il peut s'agir :

- De la **décapitalisation du troupeau**, pour réduire la mortalité animale et les dépenses en compléments alimentaires (aliments pour bétail).
- Du **changement d'itinéraire de transhumance**. Il s'agit pour les éleveurs d'échapper au manque de pâturage et à l'insécurité. Ils se dirigent de plus en plus vers les pays côtiers (comme la Côte d'Ivoire pour le Mali). Cette situation n'est pas sans conséquence avec la multiplication de conflits.
- Du **recours aux activités non agricoles pendant la contre-saison** pour disposer de revenus journaliers pour la dépense quotidienne (*flux tendu, épargne nulle*) : cette pratique se généralise et est signalée par les plateformes paysannes dans 10 pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Niger, Mali, Guinée, Burkina Faso, Libéria, Sénégal, Togo). En recourant aux activités non agricoles, l'exploitation familiale diversifie ses sources de revenus et accroît ses capacités de résilience lorsque la campagne présente des résultats ne couvrant pas les besoins de la famille. Ces activités non agricoles couvrent un spectre assez large tel que le petit commerce, le transport, la cueillette, la commercialisation des produits forestiers non ligneux, etc.

- De la **modification des régimes alimentaires et/ou le rationnement du nombre de repas**. ces faits sont observés dans 8 pays (Mali, Guinée, Gambie, Burkina Faso, Ghana, Sénégal, Guinée-Bissau). C'est ainsi qu'au Mali par exemple, il est signalé la baisse de la fréquence des repas dans certaines localités (Kolokani, Yelimané, Kayes, Diéma, Nioro, etc.). Dans certains pays comme la Guinée et la Gambie, les produits de base pour l'alimentation (riz,

tubercules, lait) sont substitués par des produits plus disponibles, notamment le maïs. Ce qui change ainsi progressivement les habitudes alimentaires. En Guinée-Bissau, certaines exploitations familiales en période de soudure se tournent vers la consommation de riz importé. Dans certains cas, les exploitations familiales empruntent auprès des commerçants du riz importé pour tenir la soudure qu'ils remboursent en nature pendant la récolte.

À côté des « stratégies de survie » et des « stratégies ponctuelles de soudure », on peut citer les « **stratégies plus anticipatives** », visant l'autonomie alimentaire de la famille et/ou l'augmentation des revenus. Selon les arbitrages faits par les familles, diverses options peuvent guider les priorités (choix) de production :

- **La recherche de l'autonomie alimentaire basée sur une autosuffisance en céréales** est particulièrement importante pour les EF de grande taille vivant en zone sahélienne marquée par des déficits céréaliers fréquents, et peu propices aux cultures de contre-saison. Cette stratégie relève plus d'une volonté de « sécurisation de l'alimentation familiale », favorisée par la psychose de déficit céréalier, et de hausse des prix sur le marché. À noter que ces EF sont en général des éleveurs, ce qui leur donne un certain équilibre grenier/troupeau, pour faire face aux divers besoins (nourriture, santé, scolarisation des enfants, évènements culturels/religieux,...). Il est assez rare de voir une EF pratiquée la

monoculture de céréale. La culture de céréale est toujours alternée (dans l'espace) avec des légumineuses (arachide, niébé, ...). Mais en général pour ces familles, la connexion au marché reste assez faible.

- **La spécialisation et le positionnement sur des cultures de rente** selon les tendances des prix internationaux **pour augmenter ses revenus**: cette option est plus courante dans les pays côtiers de la façade atlantique Sud (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Ghana) et, dans une moindre mesure, dans les autres pays suivis. Cette option est souvent opportune. Au Sénégal, un jeune chef d'EF raconte « Pour cette campagne 2017/2018, je

n'ai pas cultivé de riz pour la première fois, depuis 8 ans que j'ai démarré mon activité. C'est parce qu'en 2016/2017, ma production d'anacarde m'a rapporté un chiffre d'affaires suffisant, pour acheter et stocker suffisamment de riz cette année, et me consacrer à ma plantation d'anacarde, car les prix sont sur une bonne tendance – ça permet aussi d'alléger les travaux des femmes ».

- **Entre les 2, la diversification et l'intensification durable des cultures**, dans un souci de diversification des revenus et de minimisation des risques d'une part, de gestion durable des ressources naturelles, d'autre part. Cette option est présente dans la majorité des pays suivis, mais encore à faible échelle. Les initiatives en agro-écologie au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal entrent

dans ce lot. Il s'agit en même temps des pays les plus touchés par la dégradation des ressources naturelles, et qui sont aujourd'hui les plus confrontés au défi de leur restauration (fertilité des sols, bio diversité,...). Les pratiques agro-écologiques se répandent de plus en plus dans ces pays, avec un assez fort engagement des ONG locales et internationales et plus récemment des organisations paysannes. Les pratiques les plus répandues sont l'introduction du maraîchage biologique de contre-saison en zone pluviale, l'intégration agriculture/élevage, et plus récemment à partir de 2017/2018 l'introduction des cultures fourragères et des arbres fertilitaires, dans ces pays qui en ressentent de plus en plus la nécessité.

## 2. Initiatives développées par les Organisations Paysannes

Au cours de la campagne 2017-2018, les organisations paysannes ont mis en œuvre, seules ou de concert avec les institutions publiques ou d'autres organisations de la société civile, des initiatives pour accompagner les exploitations familiales. Ces initiatives portent sur l'accès aux intrants, l'accès au marché, l'accès aux crédits, le conseil à l'exploitation familiale, la représentation et la défense des intérêts des paysans dans le cadre des politiques et programmes agricoles.

### L'accès aux intrants

Les initiatives des OP pour maîtriser l'approvisionnement des EF en intrants trouvent leur pertinence dans les limites des services publics dans ce domaine. Les États tentent chaque année de faciliter l'accès aux intrants et à l'aliment pour bétail. Mais les quantités d'intrants ou d'aliments de bétail subventionnées par l'État pour faciliter cet accès sont variables d'une année à une autre, conditionnées par les objectifs politiques et de production, et par la volonté et les moyens publics. En cette campagne 2017/2018, la baisse des subventions publiques a été observée par les producteurs dans les trois pays de la bande sahéenne (Niger, Burkina Faso, Mali), au Sénégal, au Ghana et en Guinée, soit 6/13 pays. Au Ghana, la subvention en engrais n'a touché que 10% de producteurs interviewés. Au Sénégal, sur la filière arachide, l'État n'a fourni que 5 500 tonnes de semences certifiées et 30 000 tonnes d'engrais toutes formules confondues. Le reste a été le fruit d'initiatives des OP, et les producteurs d'arachide estiment que 85 % des efforts sont à l'actif des paysans et leurs organisations. La multiplication de semences au niveau local (paysannes ou certifiées), et les opérations d'approvisionnement groupé en semences ou en aliments de bétail sont des activités qui ont permis aux OP en particulier dans les pays de la bande sahéenne et les pays côtiers à l'Atlantique Ouest, d'améliorer l'accès des EF à ces intrants, et de générer des revenus pour le fonctionnement. Les données sur la portée des initiatives des OP dans ce domaine ne sont pas systématiquement remontées par le dispositif de l'OEF. Mais l'effort de l'État est généralement estimé par les OP à entre 10 et 15% des besoins annuels (en termes de bénéficiaires ou de quantité), l'effort propre des EF entre 60 et 80%, et l'effort des OP entre 5 et 30%, selon les années.

## L'accès au marché

Sur cette question, les OP allient le développement de services de collecte/ stockage/mise en marché des produits, et le plaidoyer pour des règles commerciales favorables aux productions locales. C'est le cas dans la plupart des pays sur les produits sensibles. Au Burkina Faso, la FEPAB et l'UGCPA ont organisé des ventes groupées de céréales au bénéfice de leurs membres.

La contractualisation de la production est un instrument permettant aux OP de garantir aux EF le marché avant la production. Elle touche les produits faisant l'objet d'une transformation à l'échelle du pays. L'expérience des OP sénégalaises a été partagée en 2017/2018 dans le cadre d'échanges entre OP du ROPPA. Elle est reprise ci-après.

### Contractualisation entre EF – OP – PFN – Industriel : cas du Sénégal

Six (06) fédérations nationales de producteurs, membres du CNCR et actives dans la filière arachide, au travers de l'ASPRODEB, ont signé un contrat de culture d'arachide d'huilerie, avec COPEOL-Sénégal, pour la campagne agricole 2017-2018.

Pour ce faire, chacune des fédérations nationales a sélectionné les producteurs et vérifié que les conditions requises pour la contractualisation ont été satisfaites. Ainsi, la superficie à contractualiser, pour la campagne 2017-2018 a été arrêtée à 21 700 tonnes d'arachide.

Pour emblaver cette superficie, le contrat entre ASPRODEB et COPEOL-Sénégal a prévu que cette dernière finance une avance de culture par hectare fixée à 150 kg de semences et 150 kg d'engrais. Ces intrants ont été cédés aux producteurs au prix coûtant et sans intérêt.

Sur la base d'un contrat de culture, entre chaque fédération nationale et son producteur membre, ce dernier s'engage à (i) bien utiliser les intrants reçus, (ii) souscrire une police d'assurances auprès de la CNAAS, (iii) verser un apport propre de 10 000 FCFA par hectare, (iv) rembourser la valeur des intrants reçus en arachide coque sur la base du prix au producteur fixé par le Comité National Interpro-

fessionnel Arachide (CNIA) et (v) vendre après remboursement, au moins 350 kg d'arachide par hectare à COPEOL-Sénégal.

Afin de sécuriser le bon déroulement des contrats, à savoir (i) entre le producteur membre et sa fédération nationale, (ii) entre la fédération nationale et l'ASPRODEB et (iii) entre ASPRODEB et COPEOL-Sénégal :

- chaque fédération nationale met en place un dispositif d'appui-conseil de proximité. Ainsi, un encadreur technique appuie 250 hectares ; un agent technique supervise 10 encadreurs et au niveau de la fédération, une équipe centrale composée d'ingénieurs agronomes et d'élus de la fédération assure la coordination et le suivi de la campagne agricole.
- l'ASPRODEB met en place un mécanisme d'appui-conseil des OP faïtières (une équipe de 5 cadres) dans la bonne documentation des transactions entre elles et leurs membres et assure également le bon déroulement de la commercialisation, notamment la collecte, l'organisation logistique et les évacuations au niveau de l'usine de COPEOL-Sénégal.
- COPEOL-Sénégal met en place un dispositif technique et administratif permettant des déchargements rapides et l'apurement des factures de livraison dans un délai de 48 heures.
- Le CNCR assure le suivi global du bon déroulement de la contractualisation, les liens avec le MAER et la gestion des éventuels dysfonctionnements et conflits.

Au terme de l'opération, 6 323 tonnes ont été créditées par l'industriel, soit un peu plus d'1/3 de l'objectif.

**Au Mali**, les OP, à travers la PNPRM, se sont accordés avec les structures de l'État (CSA/OPAM) pour la continuité des achats institutionnels de riz auprès des producteurs dans le cadre de la constitution du stock d'intervention de l'État.

## L'accès au crédit

Dans les différents pays, les mutuelles endogènes d'épargne et de crédit ont cherché en cette campagne 2017/2018, à se positionner sur les fonds publics de garantie pour accroître leurs capacités de refinancement des EF. C'est le cas au Sénégal dans le cadre de partenariats développés entre le Fonds de Garantie des Investissements Privés (FONGIP), la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCAS), et plusieurs mutuelles d'épargne et de crédit des réseaux paysans.

Au Togo, la Centrale des Producteurs de Céréales (CPC) a mis en place au cours de la campagne un fonds de garantie auprès de la Fédération des Unions de Coopératives d'Épargne et de Crédit qui a permis d'octroyer du crédit à ses membres avec un taux d'intérêt de 12%. On note également l'initiative de la Fédération des Unions de Producteurs de Café et Cacao qui a mis en place un mécanisme de crédit/épargne « DEKAWOWO » qui a financé la production et la commercialisation du café et du cacao.

## Le conseil aux exploitations familiales

En Guinée, les OP ont organisé des actions au profit des exploitations familiales allant dans le cadre du respect du calendrier agro-sylvo-pastoral et des itinéraires techniques de production. Ce type d'actions est mené par les OP dans le cadre de la diffusion de techniques de lutte contre des maladies ou attaques sur les végétaux ou animaux, d'introduction de nouvelles variétés culturales, et plus récemment dans le cadre de l'accompagnement de la transition agro-écologique (Mali, Burkina Faso, Niger, Sénégal).

## La représentation et la défense des intérêts des paysans

**Au Bénin**, des actions d'interpellation des autorités sur le décret relatif à la transhumance, notamment la révision de certaines dispositions de l'arrêté ont contribué à réduire les conflits entre agriculteurs. Des actions de

plaidoyer ont été menées pour la reprise et l'opérationnalisation rapide des anciennes structures d'appui accompagnement des producteurs à la base.

**Au Togo**, la CTOP a fait des interpellations sur le projet de structuration des filières riz et maïs, financé par l'UEMOA, sur la faible implication des acteurs, notamment des OP dans sa mise en œuvre ; et des interpellations sur le projet des agropoles de la Kara (sur la place réservée aux exploitations familiales dans la mise en œuvre du projet et les questions foncières). Les actions de la FUPROCAT (filière café et cacao) ont permis le recépage de 2 000 hectares d'anciens caféiers, la mise en place de 200 tonnes d'engrais, l'octroi de crédit, l'accompagnement à la vente groupée, des interpellations des autorités en charge de l'agriculture togolaise sur l'absence de l'engrais cacao.

**Au Burkina Faso**, la CPF a organisé une conférence de presse pour interpellier l'État sur la situation de la campagne agro-sylvo-pastorale et halieutique et les attaques des chenilles légionnaires. Ce qui a permis au ministère de l'agriculture de diligenter une intervention qui a permis de réduire l'effet de nuisance de ces chenilles.

**Au Sénégal**, les producteurs de tomate ont initié des concertations avec les autorités étatiques (Président de la République, Gouverneur, Ministre) sur la question des produits importés pour la mise en place, en collaboration avec le Ministère des Finances, d'une plateforme pour mieux planifier et gérer la production locale par rapport à la production importée. Aussi, une signature de protocole d'accord est intervenue entre l'État et les huiliers au cours de la présente campagne. Cette action porte sur l'arachide. Mais les OP ont été aux côtés des structures publiques (agence de régulation des marchés) pour la mise en application des mesures de contingentement des importations d'oignon et de pomme de terre (appliquées depuis plusieurs années) et du riz (nouvelle filière introduite en 2017/2018),

**Au Niger**, dans le cadre de la tenue des états généraux sur le foncier rural devant aboutir à l'élaboration d'une loi foncière, la plateforme paysanne a interpellé les autorités pour i) l'implication des acteurs de la société civile dans le comité en charge de la loi et ii) la prise en compte de leur contribution dans le document final.

# **CHAPITRE IV :**

## **PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR LA CAMPAGNE AGRICOLE 2017/2018 ET INTERPELLATIONS DES OP EN DIRECTION DES DÉCIDEURS**

Globalement, les résultats de la campagne agricole 2017-2018 laissent présager des conditions dans lesquelles les exploitations familiales ouest-africaines ont abordé le démarrage de la campagne en cours (2018-2019) :

- a. Les EF de la bande sahélo-soudanienne (Burkina Faso, Mali, Niger) ont abordé cette campagne agricole sous une forte soudure alimentaire, liée aux mauvais résultats de la précédente campagne agricole. Les stocks de sécurité ne sont pas disponibles à l'échelle des familles obligées de recourir aux stocks des commerçants et de l'État. Les conditions d'entame de la campagne 2018-2019 sont aussi très difficiles pour les troupeaux avec une rareté très précoce du fourrage naturel.
- b. Les EF de la zone à dominante forestière (Sierra Leone et Guinée) sont dans cette même situation, à l'exception du Libéria.
- c. Enfin les pays côtiers des façades atlantiques Ouest (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau) et Sud (Côte d'Ivoire, Bénin, Togo et Ghana), ont abordé cette campagne agricole 2018-2019 avec plus de sérénité, avec des stocks de sécurité disponibles dans les familles (dans une moindre mesure pour le Sénégal) et auprès des commerçants.

Le constat est que ces résultats de la campagne agricole 2017-2018 confirment des tendances de plusieurs années, illustrées ici par le suivi des EF dans le cadre de l'observatoire du ROPPA, et ces tendances confirmées doivent stipuler une meilleure intégration des échanges commerciaux intracommunautaires, d'une part, et des politiques plus adaptées prenant en compte les spécificités des différents pays, d'autre part.

## **1. La nécessité de développer le commerce et les échanges intracommunautaires :**

Pour tous les 13 pays, la pluviométrie reste un facteur très déterminant. Le déficit pluviométrique et sa mauvaise répartition spatio-temporelle ont négativement affecté les pays de la bande sahélo-soudanienne (Burkina Faso, Mali, Niger) et les pays à dominante forestière (Guinée, Sierra Leone, exception faite ici du Libéria). Ces 5 pays ont eu en 2017/2018 une mauvaise campagne agricole qui confirme, sur ces 4 dernières années suivies par l'OEF, la recrudescence des effets pervers du climat et la difficulté à se remettre de crises profondes : épidémie de fièvre Ébola pour la Guinée et la Sierra Leone, insécurité liée au djihadisme au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

À l'inverse, la bonne pluviométrie a été favorable à une bonne campagne agricole pour les 7 pays côtiers à l'Atlantique, confirmant à l'exception du Sénégal, des résultats plus stables sur ces 4 dernières années, et des effets moins pervers du climat.

On est ainsi face à 2 blocs de pays, l'un structurellement déficitaire, l'autre plutôt excédentaire ; appartenant à la même communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, mais dont le niveau de fluidité des échanges ne garantit pas assez la sécurité alimentaire de tous. Le développement du commerce intra-régional en particulier des produits agropastoraux et halieutiques est une des fortes recommandations et interpellations des OP membres du ROPPA, pour réduire l'insécurité alimentaire des pays déficitaires, et favoriser la valorisation des productions des zones excédentaires.

## **2. La nécessité d'interventions publiques mieux adaptées et plus durables dans les pays de la bande sahélienne**

Les interventions publiques sont un second facteur évoqué par l'ensemble des 13 pays. Elles se matérialisent par la subvention des semences, des engrais chimiques et de l'aliment de bétail ; dans certains cas des équipements agricoles. Ces interventions peuvent se traduire par des effets positifs immédiats sur les productions si elles sont volontaristes et d'envergure. C'était le cas pour la campagne agricole 2015-2016 (voir 1<sup>er</sup> rapport OEF). Mais en 2017-2018, ces interventions publiques ont fortement régressé dans 6 pays (Niger, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Ghana, Guinée), soit en

termes de quantité (insuffisance, baisse par rapport aux années précédentes), soit en termes de qualité (qualité des semences, délais de mise en place). On note simplement que les interventions publiques dans le cadre des campagnes ASPH sont exactement les mêmes (subventions d'intrants) quelles que soient les contraintes particulières de pays qui sont soit structurellement déficitaires pour les raisons évoquées, soit plutôt excédentaires. Le ROPPA se pose la question de savoir dans quelle mesure ces politiques sont adaptées aux contextes et contraintes spécifiques des pays.

La recommandation du ROPPA sur ce plan est que les politiques et programmes agricoles dans les pays de la bande sahélienne doivent davantage accompagner les stratégies d'intensification durable des productions initiées par les EF jusqu'ici avec l'appui des ONG et des OP. Des interventions plus volontaristes et plus durables doivent être développées pour inverser le caractère fragile et aléatoire des performances des EF dans ces pays. Mais elles doivent être accompagnées d'interventions de type actuel (subventions des intrants, mise en place de stocks de sécurité) et d'échanges intra-régionaux, pour accompagner une phase transitoire.

### **3. La valorisation des productions ASPH des pays côtiers en particulier de la façade atlantique Sud**

Cette valorisation des productions permettra non seulement de réduire les pertes post-récoltes dans ces pays généralement excédentaires, et de créer des richesses et emplois à l'échelle de ces pays.

### **4. Le renforcement des systèmes nationaux d'appui et d'accompagnement de proximité des exploitations familiales par le partenariat OP/État,**

notamment pour un meilleur accès à des services adaptés de conseil, de formation et de recherche. Dans la plupart des pays, les OP ont relevé l'insuffisance du conseil aux exploitations familiales liée au faible déploiement des services publics. Le partenariat OP/État pour le conseil aux exploitations familiales est recommandé par le ROPPA pour les 13 pays.



**RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES  
ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Rue Ousmane Ouédraogo, rond point des martyrs, Ouaga 2000, Ouagadougou-Burkina Faso  
09 BP 884 Ouagadougou 09 - Tél. : (226) 25 37 60 07/ 25 37 60 43

E-mail : [secretariat@roppa-afrique.org](mailto:secretariat@roppa-afrique.org) ; [roppa2000@yahoo.fr](mailto:roppa2000@yahoo.fr)

Site : [www.roppa-afrique.org](http://www.roppa-afrique.org) - Facebook : [roppawestafrica](https://www.facebook.com/roppawestafrica) - Twitter : [roppainfo](https://twitter.com/roppainfo)